

**Emploi et
Développement social Canada**

Rapport sur les plans et les priorités

2014-2015

Vous pouvez télécharger cette publication en ligne à :

<http://www12.rhdcc.gc.ca>

Ce document est offert sur demande en médias substituts (gros caractères, braille, audio sur cassette, audio sur DC, fichiers de texte sur disquette, fichiers de texte sur DC ou DAISY) en composant le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232). Les personnes qui utilisent un téléscripteur (ATS) doivent composer le 1-800-926-9105.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2014

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Emploi et Développement social Canada par courriel à l'adresse suivante : **droitdauteur.copyright@HRSDC-RHDCC.gc.ca**

PDF

N° de cat. : EM1-1/2014F-PDF

ISSN : 2292-5287

EDSC

N° de cat. : SP-1040-01-14F

BUDGET DES DÉPENSES DE 2014-2015

PARTIE III – Plans de dépenses des ministères : Rapports sur les plans et les priorités

Objet

Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) est le plan de dépenses individuel de chaque ministère et organisme. Ce rapport fournit des renseignements plus détaillés sur une période de trois ans au sujet des principales priorités d'une organisation en fonction des résultats stratégiques, des programmes et des résultats prévus ou attendus, et il établit aussi des liens avec les ressources présentées dans le Budget principal des dépenses. De concert avec le Budget principal des dépenses, le RPP fournit aux députés des renseignements sur les dépenses prévues des ministères et des organismes, et appuie l'examen des projets de loi de crédits qu'effectue le Parlement. Les RPP sont habituellement déposés peu de temps après le Budget principal des dépenses par le président du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses

Le Budget des dépenses est composé de trois parties :

- Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement donne un aperçu des dépenses du gouvernement et indique les modifications apportées aux dépenses prévues d'un exercice à l'autre.
- Partie II – Le Budget principal des dépenses appuie directement les lois de crédits. Il renferme des renseignements détaillés sur les plans de dépenses et les autorisations demandées par chaque ministère et organisme.

En vertu du Règlement de la Chambre des communes, les parties I et II doivent être déposées au plus tard le 1^{er} mars.

- Partie III – Les plans de dépenses des ministères comportent deux composantes :
 - Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP)
 - Le Rapport ministériel sur le rendement (RMR)

Le RMR est un compte rendu individuel des résultats obtenus par les ministères et les organismes par rapport aux attentes de rendement prévues dans leur RPP respectif.

Les RMR de l'exercice complet le plus récent sont déposés à l'automne par le président du Conseil du Trésor.

Le Budget supplémentaire des dépenses appuie les lois de crédits présentées plus tard au cours de l'exercice. Il présente de l'information sur les besoins de dépenses qui n'étaient pas suffisamment définis pour être inclus dans le Budget principal des dépenses ou qui ont été précisés ultérieurement afin de tenir compte de l'évolution de programmes et de services en particulier. Le Budget supplémentaire des dépenses renferme également

les modifications apportées aux prévisions de dépenses, aux principaux postes législatifs, ainsi qu'aux postes comme les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions.

Pour plus de renseignements sur le Budget des dépenses, veuillez consulter le **site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor**¹.

Liens avec le Budget des dépenses

Comme indiqué plus haut, les RPP font partie de la Partie III du Budget des dépenses. Alors que la Partie II met l'accent sur l'aspect financier du Budget des dépenses, la Partie III contient les renseignements financiers et non financiers sur le rendement, tant du point de vue de la planification et des priorités (RPP) que de la perspective des réalisations et des résultats (RMR).

La Structure de gestion des ressources et des résultats établit une structure de présentation de l'information financière dans le Budget des dépenses et dans les rapports au Parlement par l'intermédiaire des RPP et des RMR. Pour la présentation des dépenses prévues, les RPP s'appuient sur le Budget des dépenses comme source fondamentale d'information financière.

Les dépenses présentées dans le Budget principal des dépenses sont fondées sur la Mise à jour annuelle des niveaux de référence qui est préparée à l'automne. En comparaison, les dépenses prévues se trouvant dans les RPP incluent le Budget des dépenses ainsi que tout autre montant approuvé dans le cadre d'une présentation au Conseil du Trésor au plus tard le 1^{er} février (voir la section « Définitions »). Ce réajustement des données financières dresse un portrait actualisé des dépenses prévues par programme.

Changements à la présentation du Rapport sur les plans et les priorités

Plusieurs modifications ont été apportées à la présentation du RPP en partie pour répondre à un certain nombre de demandes provenant de comités permanents de la Chambre des communes – le Comité permanent des comptes publics (PACP – **Rapport 15**²) en 2010, et le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (OGGO – **Rapport 7**³) en 2012. Les RPP et les RMR fournissent des renseignements financiers et non financiers plus détaillés sur le rendement des programmes, afin de faciliter leur étude en appui à l'approbation des crédits.

- Dans la section II, les renseignements financiers sur les ressources humaines et sur le rendement sont désormais présentés au niveau des programmes et des sous-programmes pour davantage de granularité.
- La présentation générale du rapport et la terminologie ont été revues pour plus de clarté et de cohérence.
- D'autres efforts visaient à rendre le rapport plus compréhensible et davantage axé sur les renseignements du Budget des dépenses, afin de renforcer son alignement avec le Budget principal des dépenses.

Comment lire ce document

Les RPP sont divisés en quatre sections :

- **Section I : Survol des dépenses de l'organisation**

Le Survol des dépenses de l'organisation donne au lecteur un aperçu général de l'organisation. La section fournit une description de l'objectif de l'organisation, ainsi que des renseignements de base sur les ressources financières et humaines. Elle s'ouvre avec le nouveau Profil organisationnel, qui affiche des renseignements généraux sur le ministère, tels que les noms du ministre et de l'administrateur général, le portefeuille ministériel, l'année de création du ministère et les principales autorités législatives. Cette sous-section est suivie d'une nouvelle sous-section s'intitulant Contexte organisationnel, qui inclut la Raison d'être, les Responsabilités, les Résultats stratégiques et l'Architecture d'alignement des programmes, les Priorités organisationnelles et l'Analyse des risques. Cette section se termine avec les Dépenses prévues, l'Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada, le Budget des dépenses par crédits votés et la Contribution à la Stratégie fédérale du développement durable. Il convient de noter que cette section ne présente aucun renseignement non financier sur le rendement des programmes (voir la section II).

- **Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique**

Cette section fournit des renseignements financiers et non financiers détaillés sur le rendement des résultats stratégiques, des programmes et des sous-programmes. Elle permet au lecteur d'en apprendre davantage au sujet des programmes en prenant connaissance de leur description respective et de l'exposé des « Points saillants de la planification ». Cet exposé traite des services ou des initiatives clés qui sous-tendent les plans et les priorités présentés à la section I; il indique aussi en quoi l'information sur le rendement appuie le résultat stratégique ou le programme connexe du ministère.

- **Section III : Renseignements supplémentaires**

Cette section fournit des renseignements en appui aux plans et aux priorités du ministère. Dans cette section, le lecteur trouvera l'état des résultats prospectif et un lien vers les tableaux de renseignements supplémentaires concernant les paiements de transfert, l'écologisation des opérations gouvernementales, la vérification interne et les évaluations, les initiatives horizontales, les frais d'utilisation, les grands projets de transformation de l'État, et le financement pluriannuel initial, le cas échéant, pour chaque organisation. Le lecteur trouvera également un lien vers le rapport Dépenses fiscales et évaluations, publié annuellement par le ministre des Finances, qui fournit des estimations et des projections des répercussions sur les revenus de mesures fiscales fédérales visant à appuyer les priorités économiques et sociales du gouvernement du Canada.

- **Section IV : Coordonnées de l'organisation**

Dans cette dernière section, le lecteur aura accès aux coordonnées de l'organisation.

Définitions

Crédit Toute autorisation du Parlement de verser une somme d'argent à même le Trésor.

Dépenses budgétaires et non budgétaires

Dépenses budgétaires – Les dépenses de fonctionnement et de capital; les paiements de transfert à d'autres paliers gouvernementaux, organisations ou individus; et les paiements aux sociétés d'État.

Dépenses non budgétaires – Les dépenses nettes et les recettes liées aux prêts, les placements et les avances, qui changent la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Résultat attendu Se dit d'un résultat qu'un programme est censé produire.

Équivalent temps plein (ETP) Un indicateur de la mesure dans laquelle un employé représente une année-personne complète dans un budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés selon un taux d'heures de travail assignées en relation aux heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

Résultats du gouvernement du Canada Un ensemble d'objectifs de haut niveau définis pour l'ensemble du gouvernement.

Structure de gestion des ressources et des résultats (SGRR) Une approche et une structure communes pour la collecte, la gestion et le rapport des renseignements financiers et non financiers sur le rendement.

Une SGRR fournit de l'information détaillée sur tous les programmes d'un ministère (par exemple les coûts du programme, les résultats attendus et leurs cibles associées et comment ils s'harmonisent avec les priorités du gouvernement et les résultats escomptés) et établit la même structure à la fois pour la prise de décision interne et la responsabilisation externe.

Dépenses prévues Aux fins du RPP, les dépenses prévues se réfèrent aux montants pour lesquels une présentation au Conseil du Trésor a été approuvée au plus tard le 1^{er} février 2014. Cette date butoir est différente du processus du Budget principal des dépenses. Par conséquent, les dépenses prévues peuvent inclure des montants supplémentaires au niveau de dépenses prévues inscrits dans le Budget principal des dépenses de 2014-2015. De plus, pour Emploi et Développement social Canada, les dépenses prévues englobent les prestations d'assurance-emploi et les prestations du Régime de pensions du Canada qui sont exclues du Budget principal des dépenses.

Programme Groupe d'activités connexes conçues et gérées de manière à répondre à un besoin particulier du public et souvent traitées comme une unité budgétaire.

Architecture d'alignement des programmes Inventaire structuré de tous les programmes entrepris par un ministère. Les programmes sont hiérarchisés de manière à mettre en lumière les relations logiques entre eux et les résultats stratégiques ministériels auxquels ces programmes contribuent.

Secteurs de dépenses Catégories de dépenses du gouvernement du Canada.

Il y a **quatre secteurs de dépenses**⁴ (affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales) comprenant chacun entre trois et cinq résultats du gouvernement du Canada.

Résultat stratégique Un résultat stratégique est un avantage durable à long terme pour la population canadienne qui découle des principales fonctions, du mandat et de la vision d'un ministère.

Programme temporisé Programme ayant une durée fixe et dont le financement ou l'autorisation stratégique n'est pas permanent. Lorsqu'un programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. (Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.)

Cadre pangouvernemental Un cadre établissant les liens entre les contributions financières et non financières des organisations fédérales qui reçoivent des crédits par l'alignement de leurs programmes avec un ensemble de grands secteurs de dépenses définis pour l'ensemble du gouvernement.

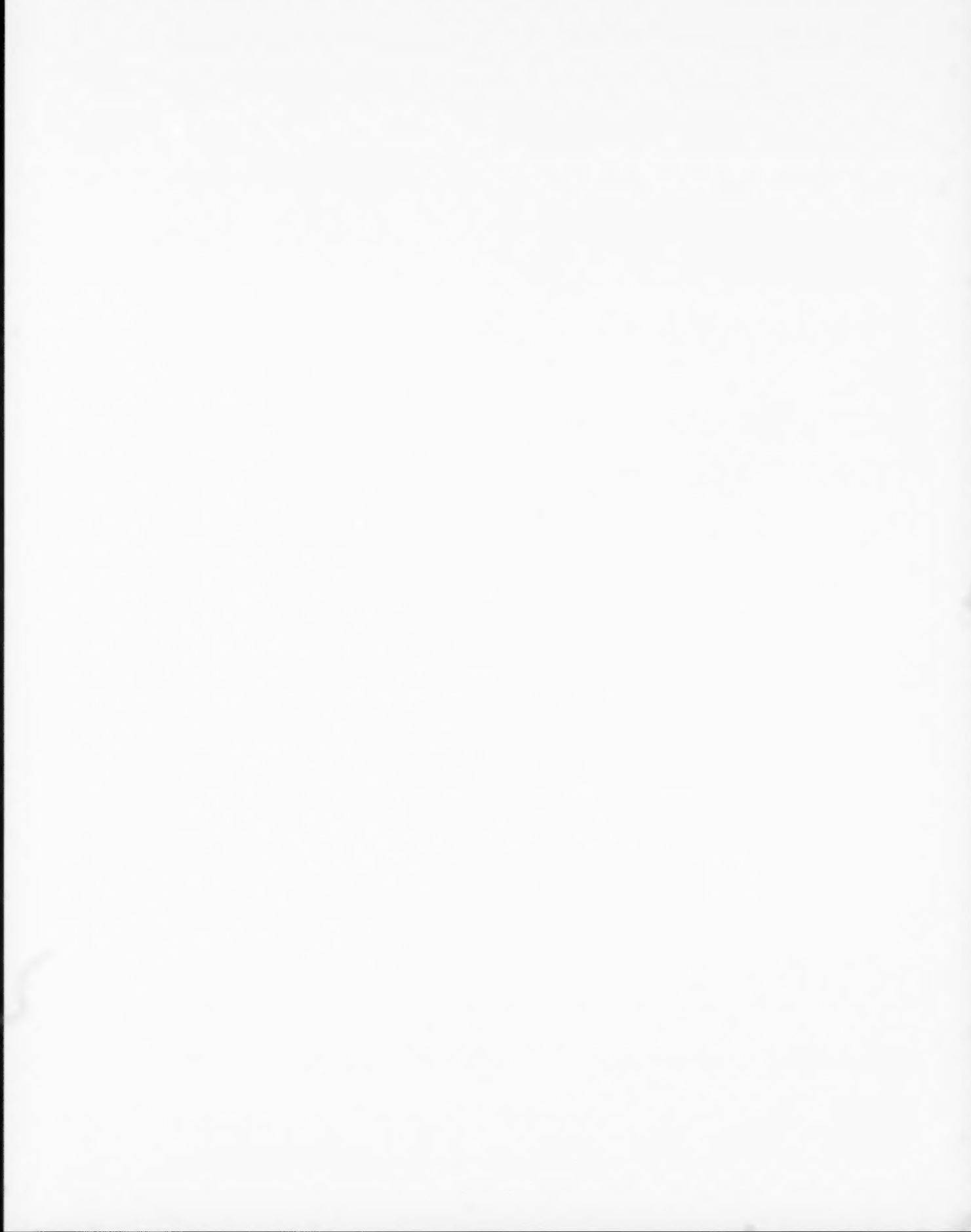


Table des matières

Message du ministre de l'Emploi et du Développement social	1
Message de la ministre du Travail	2
Section I : Survol des dépenses de l'organisation	5
Profil organisationnel	5
Contexte organisationnel	5
Raison d'être	5
Responsabilités	6
Résultats stratégiques et architecture d'alignement des programmes	7
Priorités organisationnelles	11
Analyse des risques	14
Dépenses prévues	18
Concordance avec les résultats du gouvernement du Canada	21
Tendances relatives aux dépenses du Ministère	23
Budget des dépenses par crédit voté	25
Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable	25
Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique	27
Résultat stratégique 1	27
Programme 1.1 : Compétences et emploi	27
Sous-programme 1.1.1 : Assurance-emploi	29
Sous-programme 1.1.2 : Main-d'œuvre inclusive	30
Sous-programme 1.1.3 : Main-d'œuvre qualifiée	32
Sous-programme 1.1.4 : Efficacité du marché du travail	34
Programme 1.2 : Apprentissage	36
Sous-programme 1.2.1 : Programme canadien de prêts et bourses aux étudiants	38
Sous-programme 1.2.2 : Programme canadien pour l'épargne-études	41
Résultat stratégique 2	43
Programme 2.1 : Travail	43
Sous-programme 2.1.1 : Relations de travail	45
Sous-programme 2.1.2 : Santé et sécurité au travail	46
Sous-programme 2.1.3 : Normes du travail et équité en matière d'emploi	48
Sous-programme 2.1.4 : Affaires internationales du travail	49

Résultat stratégique 3	51
Programme 3.1 : Sécurité du revenu	51
Sous-programme 3.1.1 : Sécurité de la vieillesse	52
Sous-programme 3.1.2 : Régime de pensions du Canada	53
Sous-programme 3.1.3 : Programme canadien pour l'épargne-invalidité	55
Sous-programme 3.1.4 : Prestation nationale pour enfants	56
Programme 3.2 : Développement social	58
Sous-programme 3.2.1 : Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance	59
Sous-programme 3.2.2 : Programme de partenariats pour le développement social	61
Sous-programme 3.2.3 : Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	62
Sous-programme 3.2.4 : Prestation universelle pour la garde d'enfants	63
Sous-programme 3.2.5 : Fonds pour l'accessibilité	65
Sous-programme 3.2.6 : Soutien du revenu fédéral pour les parents d'enfants assassinés ou disparus	66
Résultat stratégique 4	68
Programme 4.1 : Services axés sur les citoyens	68
Sous-programme 4.1.1 : Services d'information du gouvernement du Canada aux citoyens	69
Sous-programme 4.1.2 : Réception des demandes	70
Sous-programme 4.1.3 : Identification et authentification	72
Sous-programme 4.1.4 : Gestion de la rétroaction des clients	73
Sous-programme 4.1.5 : Marketing	74
Sous-programme 4.1.6 : Services de passeport	75
Programme 4.2 : Intégrité et traitement	76
Sous-programme 4.2.1 : Intégrité	78
Sous-programme 4.2.2 : Traitement des prestations individuelles	80
Sous-programme 4.2.3 : Traitement des services	81
Services internes	83
Section III : Renseignements supplémentaires	87
État des résultats prospectif consolidé	87
Liste des tableaux de renseignements supplémentaires	88
Dépenses fiscales et évaluations	88
Section IV : Coordonnées de l'organisation	89
Notes de fin de document	89

Message du ministre de l'Emploi et du Développement social

Je suis heureux de présenter le Rapport sur les plans et les priorités de 2014-2015 d'Emploi et Développement social Canada, lequel décrit nos priorités pour le prochain exercice financier.

Emploi et Développement social Canada (EDSC) est responsable de divers programmes et services qui soutiennent les Canadiennes et les Canadiens à toutes les étapes de leur vie – de l'école au travail, d'un emploi à un autre, du chômage au travail et de la population active à la retraite.



EDSC continuera de s'attaquer au problème du déséquilibre des compétences au Canada. En effet, nous comptons trop de Canadiens sans emploi dans une économie offrant trop d'emplois sans Canadiens. Nous continuerons donc d'accélérer la mise en place de la Subvention canadienne pour l'emploi, de promouvoir les métiers spécialisés comme un bon choix de carrière pour les Canadiens, de créer davantage de possibilités pour les apprentis, d'accélérer la reconnaissance des titres de compétences étrangers et de mener un débat national pour veiller à ce que les étudiants qui obtiennent un diplôme d'études secondaire et postsecondaire possèdent les compétences recherchées par les employeurs.

En outre, EDSC poursuivra l'examen et la réforme du Programme des travailleurs étrangers temporaires afin de s'assurer que les Canadiens aient un accès prioritaire aux possibilités d'emploi qui se présentent.

En plus de nous engager à veiller à ce que les Canadiens soient bien préparés à participer au marché du travail d'aujourd'hui et de demain, nous multiplierons nos partenariats avec les secteurs privés et des organismes sans but lucratif afin de trouver des façons novatrices de résoudre des problèmes tels que l'itinérance et l'accessibilité des Canadiens handicapés.

EDSC se concentrera sur l'excellence du service offert aux Canadiens en modernisant davantage la prestation des services, en se concentrant sur ses priorités organisationnelles de base et en augmentant le recours à la technologie. Par le truchement de Service Canada, nous nous assurerons que les Canadiens reçoivent rapidement les prestations auxquelles ils ont droit et peuvent avoir accès à une vaste gamme de programmes et de services. L'année dernière, Service Canada a accepté la nouvelle responsabilité de la prestation des services de passeport.

EDSC appuiera l'engagement du gouvernement de créer des emplois et des possibilités pour les Canadiens, et de stimuler la croissance économique. Tout en tenant compte de ces priorités, le Ministère veillera à ce que les contribuables bénéficient de la meilleure valeur possible.

L'honorable Jason Kenney, C.P., député

Ministre de l'Emploi et du Développement social
et ministre du Multiculturalisme

Message de la ministre du Travail

Au Canada, le Programme du travail est avant tout axé sur les gens.

Par notre travail, nous veillons à ce que les Canadiens gagnent leur vie dans des milieux de travail sûrs, équitables et productifs, car ce sont là des éléments essentiels d'une main-d'œuvre forte et dynamique. Notre travail compte pour beaucoup dans la croissance et la prospérité durable de l'économie canadienne, qui demeure une priorité absolue pour notre Gouvernement.

Au Canada, nous avons une longue tradition de coopération entre les employeurs et les syndicats, fondée sur l'équité et le respect mutuel. C'est pourquoi la promotion de relations de travail harmonieuses continue d'être au cœur de nos activités. En misant sur les succès remportés l'an dernier, nous améliorerons de nouveau nos services de médiation et de conciliation pour aider les employeurs et les syndicats à établir des relations de collaboration et à conclure des conventions collectives.

En garantissant la sécurité au travail de tous les Canadiens et Canadiennes, nous renforçons la vigueur de l'économie. Et en améliorant nos stratégies de prévention des blessures, nous préviendrons et réduirons les blessures dans les entreprises sous réglementation fédérale, en particulier chez les jeunes travailleurs. Nous visons toujours à faire en sorte que, chaque jour, les travailleurs canadiens rentrent indemnes à la maison à l'issue de leur journée de travail.

Nous continuerons de moderniser nos services en réduisant la bureaucratie et le fardeau administratif pour les entreprises. Des outils en ligne remplaceront les fastidieux rapports imprimés, d'où la facilité accrue pour les employeurs de s'acquitter de leurs obligations en vertu du *Code canadien du travail*.

Compte tenu de la possibilité que la main-d'œuvre évolue de manière imprévue, nous étudierons des façons d'accroître la pertinence du *Code* du point de vue des travailleurs et des employeurs d'aujourd'hui.

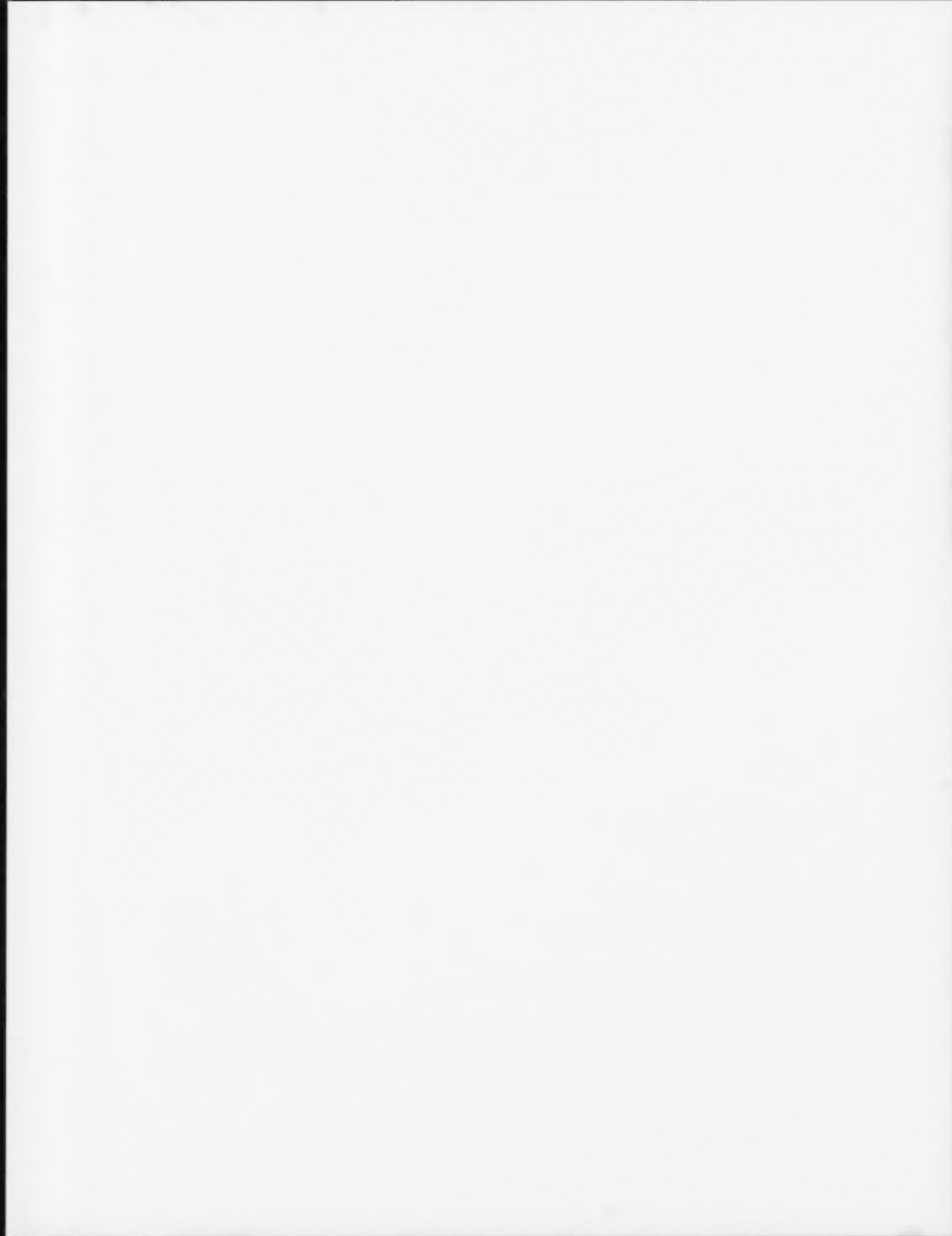
Nous continuerons de collaborer avec nos partenaires, au pays ou à l'étranger, pour favoriser la coopération dans le domaine du travail, entre autres en défendant le respect des principes et droits fondamentaux du travail grâce à la négociation des conditions de travail en même temps que des accords de libre-échange.

Le Programme du travail du Canada est fort enviable dans le monde. Nous pouvons être fiers de ce programme qui respecte les droits des travailleurs et vise à protéger leur sécurité. La possibilité d'assurer leur subsistance et celle de leur famille dans un milieu de travail sain constitue un avantage pour tous les Canadiens.



C'est une période décisive pour le Programme du travail car la main-d'œuvre canadienne continue de croître et d'évoluer. Nous continuerons à améliorer nos pratiques dans les entreprises sous réglementation fédérale en vue de mieux servir les employés et les employeurs, à mesure que nous continuons d'assurer activement la prospérité durable au Canada.

L'honorable D^{re} K. Kellie Leitch, C.P., O.Ont., députée
Ministre du Travail et ministre de la Condition féminine



Section I : Survol des dépenses de l'organisation

Profil organisationnel

Ministres et portefeuilles ministériels :

L'honorable Jason Kenney

Ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme

L'honorable D^{re} K. Kellie Leitch

Ministre du Travail et ministre de la Condition féminine

L'honorable Alice Wong

Ministre d'État (Aînés)

L'honorable Candice Bergen

Ministre d'État (Développement social)

Administrateurs généraux :

Ian Shugart

Sous-ministre de l'Emploi et du Développement social

Hélène Gosselin

Sous-ministre du Travail

Année de création : 2005

Principal document d'habilitation : *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social (L.C. 2005, ch. 34)*⁵. De l'information additionnelle sur les lois et les règlements est accessible sur le **site Web d'Emploi et Développement social Canada**⁶.

Autre : Pour obtenir plus de renseignements sur le rôle du Ministère, veuillez consulter le **site Web d'Emploi et Développement social Canada**⁷.

Contexte organisationnel

Raison d'être

La mission d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) est de bâtir un Canada plus fort et plus concurrentiel, d'aider les Canadiens et Canadiennes à faire les bons choix afin que leur vie soit productive et gratifiante, et d'améliorer leur qualité de vie. Le Ministère offre aux Canadiens divers programmes et services dont ils peuvent bénéficier tout au long de leur vie, par l'entremise de trois secteurs d'activité :

- Emploi et Développement social;
- Programme du travail;
- Service Canada.

Responsabilités

Pour accomplir sa mission, le Ministère veille à :

- élaborer des politiques qui font du Canada une société au sein de laquelle les gens peuvent mettre à profit leurs talents, leurs compétences et leurs ressources pour participer à l'apprentissage, au marché du travail et aux activités de leur collectivité;
- créer des programmes et soutenir des initiatives qui aident les Canadiens à franchir les étapes de la vie, notamment le passage de l'école au travail, d'un emploi à un autre, du chômage à l'emploi ou de la population active à la retraite.
- offrir un soutien du revenu aux aînés, aux familles qui ont des enfants et aux prestataires d'assurance-emploi;
- venir en aide aux Canadiens qui ont des besoins spéciaux, tels que les Autochtones, les personnes handicapées, les sans-abri et les nouveaux immigrants;
- assurer que le gouvernement fédéral exerce ses responsabilités en matière de travail;
- exécuter des programmes et des services du gouvernement du Canada au nom d'autres ministères et organismes.

Au nombre des rôles et responsabilités qui sont au cœur de son mandat, il y a la conception et l'exécution de programmes et de services fédéraux bien connus, tels que :

- la Sécurité de la vieillesse;
- le Régime de pensions du Canada;
- le régime d'assurance-emploi;
- les prêts et bourses du gouvernement du Canada;
- le Programme canadien pour l'épargne-études;
- la Prestation nationale pour enfants;
- la Prestation universelle pour la garde d'enfants;
- le Programme de protection des salariés;
- les Services de passeport.

Ces mesures d'aide directe aux Canadiens font partie du filet de sécurité sociale du Canada et représentent environ 96 % des dépenses du Ministère.

Le Programme du travail est chargé de coordonner les responsabilités réglementaires fédérales en matière de travail, notamment de favoriser le respect des normes régissant le travail et la santé et la sécurité au travail et des lois sur l'équité en emploi, ainsi que d'aider les syndicats et les employeurs à négocier et à renouveler leurs conventions collectives dans les milieux de travail de compétence fédérale. Il représente aussi le Canada au sein des organisations internationales qui s'occupent du travail, en plus de négocier et de mettre en œuvre les dispositions relatives au travail des initiatives de libéralisation du commerce.

Grâce à Service Canada, qui compte près de 600 points de service dans l'ensemble du pays, le Ministère facilite l'accès des Canadiens à ses programmes et à des programmes et services du gouvernement du Canada. En plus d'offrir des services en personne, Service Canada

répond aux besoins des Canadiens en ligne, sur le site servicecanada.gc.ca, et par téléphone, au 1 800 O-Canada, par l'intermédiaire de son réseau de centres d'appels.

Enfin, le Ministère verse des subventions et des contributions à d'autres ordres de gouvernement et à des organismes des secteurs bénévole, privé et communautaire ou du milieu de l'éducation, afin qu'ils réalisent des projets qui répondent aux besoins du marché du travail canadien et aux besoins des Canadiens en matière de développement social.

Résultats stratégiques et architecture d'alignement des programmes

L'architecture d'alignement des programmes d'Emploi et Développement social Canada est présentée ci-dessous. Elle énumère les programmes qu'offre le Ministère en vue de la réalisation de ses quatre objectifs stratégiques.

1. Résultat stratégique : Une main-d'œuvre qualifiée, inclusive et capable de s'adapter, et un marché du travail efficace

1.1 Programme : Compétences et emploi

1.1.1 Sous-programme : Assurance-emploi

1.1.1.1 Sous-sous-programme : Prestation de revenu

1.1.1.2 Sous-sous-programme : Ententes de développement du marché du travail

1.1.2 Sous-programme : Main-d'œuvre inclusive

1.1.2.1 Sous-sous-programme : Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones

1.1.2.2 Sous-sous-programme : Fonds pour les compétences et les partenariats

1.1.2.3 Sous-sous-programme : Fonds pour l'emploi des Premières Nations

1.1.2.4 Sous-sous-programme : Stratégie emploi jeunesse

1.1.2.5 Sous-sous-programme : Initiative ciblée pour les travailleurs âgés

1.1.2.6 Sous-sous-programme : Fonds d'habilitation aux communautés minoritaires de langue officielle

1.1.2.7 Sous-sous-programme : Ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées

1.1.2.8 Sous-sous-programme : Fonds d'intégration pour les personnes handicapées

1.1.2.9 Sous-sous-programme : Ententes sur le marché du travail

- 1.1.3 Sous-programme : Main-d'œuvre qualifiée**
 - 1.1.3.1 Sous-sous-programme : Programme d'appui aux initiatives sectorielles**
 - 1.1.3.2 Sous-sous-programme : Métiers spécialisés et apprentissage (programme du Sceau rouge)**
 - 1.1.3.3 Sous-sous-programme : Subvention aux apprentis**
 - 1.1.3.4 Sous-sous-programme : Alphabétisation et compétences essentielles**
 - 1.1.4 Sous-programme : Efficacité du marché du travail**
 - 1.1.4.1 Sous-sous-programme : Information sur le marché du travail**
 - 1.1.4.2 Sous-sous-programme : Programme des travailleurs étrangers temporaires**
 - 1.1.4.3 Sous-sous-programme : Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers**
- 1.2 Programme : Apprentissage**
 - 1.2.1 Sous-programme : Programme canadien de prêts et bourses aux étudiants**
 - 1.2.2 Sous-programme : Programme canadien pour l'épargne-études**
- 2. Résultat stratégique : Milieux de travail sécuritaires, équitables et productifs, où règne la coopération**
 - 2.1 Programme : Travail**
 - 2.1.1 Sous-programme : Relations de travail**
 - 2.1.1.1 Sous-sous-programme : Prévention et règlement des conflits en milieu de travail**
 - 2.1.1.2 Sous-sous-programme : Information sur les milieux de travail**
 - 2.1.2 Sous-programme : Santé et sécurité au travail**
 - 2.1.2.1 Sous-sous-programme : Santé et sécurité professionnelles**
 - 2.1.2.2 Sous-sous-programme : Service fédéral d'indemnisation des accidentés du travail**
 - 2.1.3 Sous-programme : Normes du travail et équité en matière d'emploi**
 - 2.1.3.1 Sous-sous-programme : Normes du travail**
 - 2.1.3.2 Sous-sous-programme : Équité en milieu de travail**
 - 2.1.3.3 Sous-sous-programme : Programme de protection des salariés**
 - 2.1.4 Sous-programme : Affaires internationales du travail**
 - 2.1.4.1 Sous-sous-programme : Normes internationales du travail**
 - 2.1.4.2 Sous-sous-programme : Coopération bilatérale et régionale dans le domaine du travail**

3. Résultat stratégique : Sécurité du revenu, accès aux possibilités et mieux-être des personnes, des familles et des collectivités

3.1 Programme : Sécurité du revenu

3.1.1 Sous-programme : Sécurité de la vieillesse

3.1.1.1 Sous-sous-programme : Pension de la Sécurité de la vieillesse

3.1.1.2 Sous-sous-programme : Supplément de revenu garanti

3.1.1.3 Sous-sous-programme : Allocations

3.1.2 Sous-programme : Régime de pensions du Canada

3.1.2.1 Sous-sous-programme : Prestations de retraite

3.1.2.2 Sous-sous-programme : Prestations d'invalidité

3.1.2.3 Sous-sous-programme : Prestations de survivant

3.1.3 Sous-programme : Programme canadien pour l'épargne-invalidité

3.1.3.1 Sous-sous-programme : Bon canadien pour l'épargne-invalidité (BCEI)

3.1.3.2 Sous-sous-programme : Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité (SCEI)

3.1.4 Sous-programme : Prestation nationale pour enfants

3.2 Programme : Développement social

3.2.1 Sous-programme : Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance

3.2.2 Sous-programme : Programme de partenariats pour le développement social

3.2.2.1 Sous-sous-programme : Enfants et familles

3.2.2.2 Sous-sous-programme : Personnes handicapées

3.2.3 Sous-programme : Programme Nouveaux Horizons pour les aînés

3.2.4 Sous-programme : Prestation universelle pour la garde d'enfants

3.2.5 Sous-programme : Fonds pour l'accessibilité

3.2.6 Sous-programme : Soutien du revenu fédéral pour les parents d'enfants assassinés ou disparus

4. Résultat stratégique : Excellence du service pour les Canadiens

4.1 Programme : Services axés sur les citoyens

4.1.1 Sous-programme : Services d'information du gouvernement du Canada aux citoyens

4.1.2 Sous-programme : Réception des demandes

4.1.3 Sous-programme : Identification et authentification

4.1.4 Sous-programme : Gestion de la rétroaction des clients

4.1.5 Sous-programme : Marketing

4.1.6 Sous-programme : Services de passeport

4.2 Programme : Intégrité et traitement

4.2.1 Sous-programme : Intégrité

4.2.2 Sous-programme : Traitement des prestations individuelles

4.2.2.1 Sous-sous-programme : Assurance-emploi

4.2.2.2 Sous-sous-programme : Sécurité de la vieillesse

4.2.2.3 Sous-sous-programme : Régime de pensions du Canada

4.2.2.4 Sous-sous-programme : Paiement d'expérience commune

4.2.2.5 Sous-sous-programme : Subventions aux apprentis

4.2.2.6 Sous-sous-programme : Programme de protection des salariés

4.2.3 Sous-programme : Traitement des services

5. Services internes : Soutien pour atteindre les résultats stratégiques

5.1 Programme : Services internes

5.1.1 Sous-programme : Soutien à la gouvernance et à la gestion

5.1.1.1 Sous-sous-programme : Services de gestion et de surveillance

5.1.1.2 Sous-sous-programme : Services de communications

5.1.1.3 Sous-sous-programme : Services juridiques

5.1.2 Sous-programme : Service de gestion des ressources

5.1.2.1 Sous-sous-programme : Services de gestion des ressources humaines

5.1.2.2 Sous-sous-programme : Services de gestion des finances

5.1.2.3 Sous-sous-programme : Services de gestion de l'information

5.1.2.4 Sous-sous-programme : Services des technologies de l'information

5.1.2.5 Sous-sous-programme : Voyages et autres services administratifs

5.1.3 Sous-programme : Services de gestion des biens

5.1.3.1 Sous-sous-programme : Services de gestion des biens immobiliers

5.1.3.2 Sous-sous-programme : Services de gestion du matériel

5.1.3.3 Sous-sous-programme : Services d'acquisition

Priorités organisationnelles

Priorité	Type	Résultats stratégiques et programme
Transformation des activités et modernisation des activités principales	Priorité permanente	<p>Résultat stratégique 1 : Une main-d'œuvre qualifiée, inclusive et capable de s'adapter, et un marché du travail efficace</p> <p>Résultat stratégique 2 : Milieux de travail sécuritaires, équitables et productifs, où règne la coopération</p> <p>Résultat stratégique 3 : Sécurité du revenu, accès aux possibilités et mieux-être des personnes, des familles et des collectivités</p> <p>Résultat stratégique 4 : Excellence du service pour les Canadiens</p> <p>Services internes</p>
Description		
<p>Pourquoi s'agit-il d'une priorité?</p> <p>Les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement offre des services de grande qualité qui sont rapides, sécuritaires et accessibles. Cette priorité répond aux attentes changeantes des citoyens et améliore la prestation des services en la rendant plus abordable. Les objectifs associés aux initiatives de transformation et de modernisation des activités sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • améliorer la prestation des services et accroître le recours à la technologie pour offrir plus de services en ligne et augmenter l'efficacité des opérations tout en respectant la vie privée des Canadiens; • établir un lieu de travail moderne qui s'appuie sur la technologie, afin d'améliorer la planification et le rendement ministériels; • réaliser des gains d'efficience en rationalisant et en normalisant les fonctions opérationnelles de base ainsi que les processus internes et en entreprenant des projets de base requis. <p>Quels sont les plans pour réaliser cette priorité?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Terminer la plus récente phase du programme d'automatisation des opérations de l'assurance-emploi. • Élaborer et mettre en œuvre des stratégies d'amélioration des services pour la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, et élaborer une stratégie d'amélioration des services pour le Régime de pensions du Canada. • Progresser dans la mise au point d'un nouveau compte électronique simple et sécurisé pour les citoyens, les entreprises et les intervenants. • Continuer de moderniser la prestation des services liés au programme de subventions et de contributions en développant les services en lignes. • Miser sur la technologie des plateformes communes pour améliorer la prestation des services et réduire encore plus la paperasserie et le fardeau administratif pour les petites entreprises. • Continuer de renforcer la gestion de l'identité, de la protection des renseignements personnels et de l'information. • Accroître la présence du gouvernement du Canada sur le Web. 		

- Soutenir le Plan d'action du Canada pour un gouvernement ouvert.
- Poursuivre la migration dans le cadre du projet de modernisation des applications existantes traditionnelles sur les ordinateurs centraux.
- Élaborer une architecture opérationnelle et une feuille de route de la capacité opérationnelle.
- Favoriser la conformité au moyen des cadres législatifs et réglementaires du Programme du travail.

Priorité	Type	Résultats stratégiques
Amélioration des politiques et des programmes	Poursuite du travail des années précédentes	<p>Résultat stratégique 1 : Une main-d'œuvre qualifiée, inclusive et capable de s'adapter, et un marché du travail efficace</p> <p>Résultat stratégique 2 : Milieux de travail sécuritaires, équitables et productifs, où règne la coopération</p> <p>Résultat stratégique 3 : Sécurité du revenu, accès aux possibilités et mieux-être des personnes, des familles et des collectivités</p>
Description		
<p>Pourquoi s'agit-il d'une priorité?</p> <p>Emploi et Développement social Canada a une incidence quotidienne sur la vie des Canadiens. Cette priorité met l'accent sur la mise en œuvre de politiques et de programmes de grande qualité qui répondent aux besoins actuels et futurs de la population canadienne, et elle permet d'assurer une utilisation judicieuse de l'argent des contribuables canadiens. Elle soutient le plan du gouvernement du Canada pour l'emploi, la croissance et la prospérité à long terme, conformément à ce qui est indiqué dans le discours du Trône de 2013.</p> <p>Quels sont les plans pour réaliser cette priorité?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transformer les programmes relatifs au marché du travail afin qu'ils soient davantage axés sur la demande en mettant en œuvre la Subvention canadienne pour l'emploi, examiner les futures possibilités pour les programmes à l'intention des Autochtones, et moderniser le régime de formation des apprentis. • Jumeler les Canadiens et les emplois disponibles en modernisant le Guichet emplois, qui comprend l'amélioration du service de jumelage des travailleurs et des emplois, et en modifiant le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour faire en sorte que les employeurs accordent toujours la priorité aux candidats canadiens pour chacun des emplois vacants. • Continuer de travailler sur le programme des partenariats sociaux en profitant des possibilités offertes par l'appel national d'idées sur la finance sociale, en mettant à l'essai des projets de finance sociale et en collaborant avec des partenaires communautaires à l'élaboration de solutions pratiques. • Poursuivre l'examen et le renouvellement des politiques et programmes du Programme du travail, et développer les initiatives de prévention et de sensibilisation en milieu de travail. • Achever la mise en œuvre du programme stratégique relatif au Régime de pensions du Canada et à la Sécurité de la vieillesse. • Renforcer la collaboration avec les partenaires et les intervenants nationaux et étrangers en ce qui concerne les enjeux liés aux normes internationales du travail. • Soutenir la stratégie en matière de compétences du gouvernement du Canada en encourageant les études dans les domaines à forte demande, tel qu'annoncé dans le budget de 2014. • Orienter les investissements fédéraux sur l'emploi des jeunes afin de donner à ceux-ci une expérience professionnelle pratique dans les domaines où la demande de travailleurs est élevée. 		

Priorité	Type	Résultats stratégiques et programme
Établissement d'une organisation à haut rendement	Poursuite du travail des années précédentes	<p>Résultat stratégique 1 : Une main-d'œuvre qualifiée, inclusive et capable de s'adapter, et un marché du travail efficace</p> <p>Résultat stratégique 2 : Milieux de travail sécuritaires, équitables et productifs, où règne la coopération</p> <p>Résultat stratégique 3 : Sécurité du revenu, accès aux possibilités et mieux-être des personnes, des familles et des collectivités</p> <p>Résultat stratégique 4 : Excellence du service pour les Canadiens</p> <p>Services internes</p>
Description		
<p>Pourquoi s'agit-il d'une priorité?</p> <p>Les citoyens veulent accéder rapidement à des services appropriés et commodes. Ils souhaitent également que leurs impôts soient utilisés à meilleur escient. En bref, ils s'attendent à ce que la fonction publique soit productive et ait un haut rendement. Emploi et Développement social Canada (EDSC) a déjà mis en place de nombreux processus pour fournir des services de qualité aux Canadiens. Cependant, le Ministère évalue et améliore constamment son rendement pour s'assurer de conserver un rendement élevé en tout temps. Dans la prochaine année, EDSC continuera donc d'apporter des améliorations en mettant l'accent sur les pratiques de gestion et le rendement individuel. Le Ministère est également déterminé à renforcer et à rationaliser ses services internes et à renouveler ses outils technologiques pour s'assurer qu'il peut continuer d'exécuter son mandat.</p> <p>Quels sont les plans pour réaliser cette priorité?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre le nouveau régime de gestion du rendement du gouvernement du Canada. • Poursuivre la mise en œuvre du Programme de renouvellement des services habilitants afin de moderniser les systèmes et processus opérationnels internes. • Continuer de moderniser les systèmes et les processus afin de renforcer la gestion de l'information, et de mettre à niveau l'infrastructure des technologies de l'information du Ministère. • Continuer d'harmoniser la gestion financière, les ressources humaines ainsi que les pratiques et la planification opérationnelles. • Offrir un programme complet afin d'améliorer la sécurité ministérielle. 		

Analyse des risques

Risque	Stratégie de réaction aux risques	Lien avec l'architecture d'alignement des programmes
Gestion de projets Il se pourrait que le Ministère éprouve des difficultés à gérer efficacement l'élaboration et la gestion des grands projets qui appuient son mandat général.	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le processus de planification des investissements pour mieux harmoniser la planification des investissements avec les priorités ministérielles. • Améliorer la capacité interne de gestion de projets. • Renforcer la surveillance des projets importants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Services internes • Excellence du service pour les Canadiens.
Protection des renseignements personnels et sécurité Il se pourrait que les renseignements détenus par le Ministère soient consultés accidentellement et qu'EDSC les traite, les utilise ou les communique de manière inappropriée.	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner les pratiques de sécurité actuelles pour s'assurer que l'information délicate est protégée comme il se doit. • Mettre en œuvre un cadre ministériel pour conserver les renseignements personnels en toute sécurité et pour prévenir les pertes de données. • Former les employés sur le traitement adéquat de l'information délicate. • Mettre en œuvre une stratégie ministérielle de gestion de l'information pour normaliser les pratiques de gestion des renseignements. • Mettre en œuvre la politique ministérielle sur la gestion de la protection des renseignements personnels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Excellence du service pour les Canadiens.
Renouvellement de l'infrastructure des technologies de l'information et continuité des activités Il se pourrait que la capacité d'EDSC en matière de technologies de l'information et le remplacement des technologies obsolètes, en ce qui concerne à la fois l'infrastructure et les applications technologiques, entraînent une interruption temporaire des services ou une défaillance de certains systèmes.	<ul style="list-style-type: none"> • Investir de façon continue dans la modernisation de l'infrastructure des technologies de l'information (TI). • Mettre en œuvre le projet de modernisation des applications traditionnelles sur les ordinateurs centraux pour s'assurer que les applications ministérielles correspondent à la norme industrielle sur l'environnement de « systèmes ouverts » – ceci peut être décrit comme des systèmes qui intègrent les exigences de toutes les applications du Ministère, plutôt que de répondre aux besoins d'une seule application ou d'un groupe d'applications du Ministère. 	<ul style="list-style-type: none"> • Services internes • Excellence du service pour les Canadiens.

Risque	Stratégie de réaction aux risques	Lien avec l'architecture d'alignement des programmes
Gestion des ressources humaines Il se pourrait que les compétences et les capacités des effectifs d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) ne soient pas suffisantes dans certains secteurs pour soutenir le programme de modernisation et mettre en œuvre les priorités, les politiques, les programmes et les services actuels.	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la planification pluriannuelle intégrée en matière d'effectif, de finances et d'activités. • Mettre en œuvre la nouvelle politique sur la gestion du rendement du gouvernement du Canada. • Veiller à ce que des ressources qualifiées soient affectées aux bonnes priorités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Services internes

Étant donné qu'Emploi et Développement social Canada (EDSC) offre une gamme de programmes et de services à divers groupes et diverses personnes dans toutes les régions du pays, la saine gestion des risques constitue un élément essentiel des activités de planification du Ministère et contribue à la réalisation des objectifs souhaités. EDSC intègre les principes de la gestion des risques dans la planification des activités, la prise de décisions et les processus organisationnels afin de réduire au minimum les conséquences non voulues et de maximiser les possibilités à l'échelle des programmes et des services.

Les risques ont été recensés à la suite des activités d'auto-évaluation et d'examen indépendants réalisés dans l'ensemble du Ministère. Le Ministère a signalé les risques importants. Tout au long de l'année, les risques figurant dans le tableau feront l'objet d'un suivi par la haute direction afin que des mesures adéquates soient mises en œuvre pour surveiller les risques et atténuer leurs conséquences.

EDSC a regroupé sous quatre thèmes clés les risques ministériels pouvant avoir des répercussions sur la capacité du Ministère à produire les résultats souhaités en fonction de ses plans et priorités pour 2014-2015.

1. Gestion de projets

En 2014-2015, les risques associés à la gestion de projets ainsi que leurs répercussions éventuelles sur la mise en œuvre de nouvelles initiatives, de nouveaux programmes de base et de nouvelles normes de service comptent parmi les principaux risques qui feront l'objet d'une étroite surveillance de la part du Ministère. En raison de la complexité et de l'ampleur de certains projets et de certaines initiatives, il se pourrait qu'EDSC ait de la difficulté à gérer un certain nombre de grands projets.

EDSC est conscient du fait que la mise en œuvre de grands projets de transformation, comme ceux qui visent la migration ou la mise à jour des technologies de l'information, s'accompagne de risques élevés, et qu'une gestion de projets est essentielle pour que le Ministère puisse réaliser ses objectifs et donner suite à ses priorités. Les liens d'interdépendance qui existent entre les directions générales chargées des services et celles chargées des clients peuvent présenter un risque pour le Ministère, car certains secteurs pourraient ne pas avoir la capacité de satisfaire à toutes les exigences dans les délais prescrits.

Pour atténuer les conséquences d'un tel risque, EDSC surveillera de manière constante tous les secteurs où il a déterminé que la gestion de projets constituait une source de risque éventuelle. Le Ministère pourrait aussi devoir recruter de nouvelles ressources humaines ou embaucher des fournisseurs de services pour une période déterminée afin de faire face à des changements imprévus dans la charge de travail et d'obtenir les connaissances et les compétences spécialisées requises pour gérer les projets de grande envergure impliquant de multiples intervenants. Pour bien gérer de tels risques, les comités internes intensifieront la surveillance lors des processus de planification, de financement, d'approbation et de mise en œuvre. Le Ministère achèvera un cadre de gestion de projets exhaustif en tenant compte des obligations établies par les politiques, de la rétroaction des intervenants et des saines pratiques de gestion de projets, puis le communiquera.

2. Protection des renseignements personnels et sécurité

EDSC recueille des renseignements de nature délicate et a accès à de tels renseignements, et il est responsable de protéger leur confidentialité. Le Ministère s'appuie dans une large mesure sur diverses technologies pour fournir des services aux Canadiens en temps opportun, avec précision et de manière sécuritaire.

Le Ministère s'expose au risque que des renseignements délicats soient involontairement perdus ou divulgués de manière inappropriée, ou que des utilisateurs non autorisés accèdent à ses outils en ligne par intrusion. Si des renseignements privés ou délicats étaient divulgués par inadvertance, cela pourrait causer du tort à des clients et à des employés.

Pour garantir la protection continue des renseignements personnels et de l'information délicate, EDSC a recours à certaines mesures de protection, notamment une nouvelle directive sur la sécurité des technologies de l'information pour tous les employés, l'interdiction d'utiliser des disques durs portatifs, ainsi que le chiffrement de tous les dispositifs de stockage USB portatifs. De plus, une nouvelle politique ministérielle sur la gestion des renseignements personnels établit des objectifs clairs quant à la protection de la vie privée et précise les rôles et les responsabilités de tous les employés en ce qui a trait à la protection des renseignements personnels.

EDSC a examiné ses pratiques de sécurité pour s'assurer que les renseignements confidentiels sont protégés adéquatement et établira un cadre de prévention contre la perte de données qui précisera où les données sont stockées et l'usage qui en est fait, et qui préviendra la perte des données.

3. Renouvellement de l'infrastructure des technologies de l'information et continuité des activités

Comme Emploi et Développement social Canada s'est fixé comme objectif de trouver une façon plus simple, plus souple et plus rentable d'offrir ses services, il doit modifier ses façons de faire. Ainsi, il mettra sur une utilisation accrue d'Internet et des formulaires papier pour le traitement des demandes. Il faut mettre en place de nouveaux systèmes, de nouvelles infrastructures et de nouvelles applications opérationnelles pour répondre aux exigences des clients qui souhaitent bénéficier de services rapides, efficaces et sécuritaires, offerts en temps opportun.

Étant donné que les applications de la technologie de l'information (TI) et l'infrastructure connexe actuelles du Ministère prennent de l'âge, il existe un risque que le Ministère ne soit pas en mesure de fournir les services aux Canadiens en temps opportun, avec précision et de manière sécuritaire.

Le gouvernement investira dans les infrastructures de la TI actuelles afin de minimiser les risques liés à la prestation de services.

4. Gestion des ressources humaines

Compte tenu du programme de transformation du Ministère et de la complexité des communications au sein d'une organisation de grande taille, diversifiée et dispersée sur le plan géographique, EDSC aura des défis à relever dans deux domaines principaux.

En premier lieu, en raison de sa taille imposante, EDSC pourrait avoir de la difficulté à mobiliser, motiver et outiller son personnel durant une période de changements multiples, et cela pourrait avoir une incidence sur la capacité du Ministère de réaliser ses objectifs organisationnels. En second lieu, compte tenu du nombre important de changements organisationnels (retraites et départs), il existe un risque que les employés du Ministère ne possèdent pas les connaissances et les compétences requises pour exécuter certaines tâches. Le transfert des connaissances est donc essentiel pour que le Ministère puisse réaliser ses objectifs.

Afin d'assurer la continuité de ses activités et de ses services, le Ministère doit veiller à ce que les employés reçoivent un soutien adéquat, à ce qu'ils soient informés des changements, et à ce qu'ils disposent de la formation et des outils dont ils ont besoin pour accomplir leurs tâches et contribuer à la réalisation des objectifs d'EDSC. Il est essentiel qu'EDSC soit capable de s'adapter et s'assure que les ressources qualifiées sont affectées aux bonnes priorités. Le Ministère veillera également à maintenir une approche intégrée en matière de planification et de gestion des effectifs pour aider les gestionnaires et les employés à gérer les problèmes au travail.

Dépenses prévues

Ressources financières budgétaires (en dollars)*

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
51 670 772 727	112 485 846 461	117 572 667 898	122 906 071 146
* Les prêts non budgétaires consentis en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, les prestations d'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada ne sont pas compris dans le Budget principal des dépenses de 2014-2015 du Ministère, mais sont compris dans les dépenses prévues de 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.			

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017*
20 650	20 270	17 776
* Les ressources pour le service des passeports, qui comprennent 2 428 équivalents temps plein en 2014-2015 et 2 322 en 2015-2016, ont été approuvées le 5 décembre 2013. Le Ministère devra demander des fonds pour 2016-2017 et pour les exercices subséquents, y compris pour les équivalents temps plein.		

Sommaire de planification budgétaire pour les résultats stratégiques et les programmes (en dollars)*

Résultats stratégiques, programmes et services internes	Dépenses réelles		Prévisions 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues		
	2011-2012	2012-2013			2014-2015	2015-2016	2016-2017
Résultat stratégique 1 : Une main-d'œuvre qualifiée, inclusive et capable de s'adapter, et un marché du travail efficace							
Programme 1.1 : Compétences et emploi	19 603 498 605	19 272 413 362	19 295 294 022	1 388 722 038	19 380 037 415	19 771 086 339	20 302 738 574
Programme 1.2 : Apprentissage	3 184 315 423	3 256 891 166	3 102 757 696	2 235 678 253	3 015 659 728	2 984 475 342	2 935 978 370
Total partiel du résultat stratégique 1	22 787 814 028	22 529 304 528	22 398 051 718	3 624 400 291	22 395 697 143	22 755 561 681	23 238 716 944
Résultat stratégique 2 : Milieux de travail sécuritaires, équitables et productifs, où règne la coopération							
Programme 2.1 : Travail	269 926 714	257 132 848	275 393 244	283 259 966	283 259 966	283 170 890	282 837 595
Total partiel du résultat stratégique 2	269 926 714	257 132 848	275 393 244	283 259 966	283 259 966	283 170 890	282 837 595

Résultats stratégiques, programmes et services internes	Dépenses réelles		Prévisions 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues		
	2011-2012	2012-2013			2014-2015	2015-2016	2016-2017
Résultat stratégique 3 : Sécurité du revenu, accès aux possibilités et mieux-être des personnes, des familles et des collectivités							
Programme 3.1 : Sécurité du revenu	71 613 867 158	76 309 578 915	79 858 863 611	44 562 676 467	84 121 585 712	88 833 780 757	93 698 260 217
Programme 3.2 : Développement social	2 865 646 343	2 996 545 951	3 064 624 313	3 052 032 587	3 052 032 587	3 089 032 587	3 120 032 587
Total partiel du résultat stratégique 3	74 479 513 501	79 306 124 866	82 923 487 924	47 614 709 054	87 173 618 299	91 922 813 344	96 818 292 801
Résultat stratégique 4 : Excellence du service pour les Canadiens							
Programme 4.1 : Services axés sur les citoyens	481 611 104	330 367 851	417 212 269	439 934 464	439 934 464	435 137 850	273 577 236
Programme 4.2 : Intégrité et traitement	786 536 976	774 605 033	778 943 978	689 244 685	689 244 685	672 430 387	663 526 454
Total partiel du résultat stratégique 4	1 268 148 080	1 104 972 884	1 196 156 247	1 129 179 149	1 129 179 149	1 107 568 237	937 103 690
Aide à l'atteinte de tous les résultats stratégiques							
Programme Services internes	959 515 401	933 330 412	968 688 048	788 541 139	788 541 139	781 254 636	770 523 796
Total partiel des Services internes	959 515 401	933 330 412	968 688 048	788 541 139	788 541 139	781 254 636	770 523 796
Autres coûts ^a	1 095 042 283	707 350 299	787 857 920	–	715 550 765	722 299 110	858 596 320
Revenus nets en vertu d'un crédit	–	–	–	(1 769 316 872)	–	–	–
Total partiel	1 095 042 283	707 350 299	787 857 920	(1 769 316 872)	715 550 765	722 299 110	858 596 320
Total	100 859 960 007	104 838 215 837	108 549 635 101	51 670 772 727	112 485 846 481	117 572 687 898	122 906 071 146

^a Les prêts non budgétaires consentis en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants ainsi que les prestations d'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada ne sont pas compris dans le Budget principal des dépenses de 2014-2015 du Ministère, mais ils sont compris dans les dépenses réelles de 2011-2012 et de 2012-2013, dans les prévisions de 2013-2014 et dans les dépenses prévues de 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Les prêts non budgétaires sont présentés sous le programme Apprentissage (sous-programme Programme canadien de prêts et bourses aux étudiants), tandis que les prestations d'assurance-emploi se trouvent sous le programme Compétences et emploi (sous-programme Assurance-emploi) et les prestations du Régime de pensions du Canada, sous le programme Sécurité du revenu (sous-programme Régime de pensions du Canada).

L'augmentation globale de près de 22,1 milliards de dollars de 2011-2012 à 2016-2017 s'explique principalement par des augmentations des prestations du Régime de pensions du Canada, de la Sécurité de la vieillesse et de l'assurance-emploi (pour plus d'information, voir les « Tendances relatives aux dépenses du Ministère »).

Sous Compétences et emploi, l'augmentation de 0,7 milliard de dollars de 2011-2012 à 2016-2017 s'explique en grande partie par une augmentation de 1,4 milliard de dollars des prestations d'assurance-emploi, compensée par une diminution de près de 0,7 milliard de dollars en subventions et contributions votées, principalement attribuable à l'expiration du programme des ententes relatives au marché du travail. Des négociations sont en cours avec les provinces et les territoires afin de renouveler et de transformer le programme. Une somme de 500 millions de dollars par année sera accordée à la formation axée sur les compétences, une fois que les ententes renouvelées seront signées.

Les dépenses du programme Apprentissage devraient diminuer de 0,2 milliard de dollars entre 2011-2012 et 2016-2017 en grande partie à la suite de diminutions totalisant 0,3 milliard de dollars aux prêts non budgétaires versés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et aux radiations de dettes liées aux prêts canadiens aux étudiants (crédit 7), compensées par des augmentations de 0,4 milliard de dollars au Programme canadien de prêts aux étudiants, à la Subvention canadienne pour l'épargne-études et au Bon d'études canadien.

L'augmentation de 22,1 milliards de dollars des dépenses prévues de 2011-2012 à 2016-2017 pour le programme Sécurité du revenu relève principalement d'augmentations prévues aux prestations du Régime de pensions du Canada (10,8 milliards de dollars) et aux versements de la Sécurité de la vieillesse (11,1 milliards de dollars), conjuguées à une augmentation de 0,2 milliard de dollars aux Subventions et aux Bons canadiens pour l'épargne-invalidité.

Les dépenses prévues pour Développement social devraient atteindre 3,1 milliards de dollars en 2016-2017, ce qui représente une augmentation de 0,2 milliard de dollars comparativement aux dépenses réelles de 2011-2012, liée en grande partie à une augmentation des paiements de la Prestation universelle pour la garde d'enfants.

Les dépenses des Services axés sur les citoyens devraient diminuer de 0,2 milliard de dollars d'ici 2016-2017 à la suite du transfert des ressources des centres d'appels au programme Intégrité et traitement en 2012-2013 et d'une diminution des dépenses admissibles en matière de rémunération financées par le Conseil du Trésor, telles que le règlement immédiat d'indemnités de départ à la suite de modifications apportées à des conventions collectives désignées, survenu principalement en 2011-2012. En outre, la réduction considérable des dépenses prévues de 2015-2016 à 2016-2017 s'explique en grande partie par l'échéance du financement des services de passeport en 2015-2016. Le Ministère devra demander des fonds pour 2016-2017 et pour les exercices subséquents, y compris pour les équivalents temps plein.

Pour le programme Intégrité et traitement, une diminution de 0,1 milliard de dollars des dépenses de 2011-2012 s'explique par des gains internes en efficience, des économies réalisées dans le cadre du budget fédéral de 2012 et une diminution des dépenses admissibles en matière de rémunération financées par le Conseil du Trésor, telles que le règlement immédiat d'indemnités de départ à la suite de modifications apportées à des conventions collectives désignées, survenu principalement en 2011-2012. Ces diminutions sont compensées par une augmentation à la suite du transfert des centres d'appels du programme Services axés sur les citoyens. Les diminutions sont également attribuables au terme de la mise en œuvre du projet de loi C-51 et aux améliorations apportées à l'automatisation des programmes législatifs.

La diminution de 0,2 milliard de dollars des dépenses des Services internes de 2011-2012 à 2016-2017 est principalement attribuable à des gains internes en efficience et à des économies réalisées dans le cadre du budget fédéral de 2012 et à des réductions des crédits centraux du Conseil du Trésor pour couvrir des dépenses comme le règlement immédiat d'indemnités de départ à la suite de modifications apportées à des conventions collectives désignées.

La diminution de 0,2 milliard de dollars des autres coûts est liée principalement aux dépenses imputées au Régime de pensions du Canada en 2011-2012 pour les indemnités rétroactives des évaluateurs médicaux à la suite du règlement de plaintes déposées à la Commission canadienne des droits de la personne.

Concordance avec les résultats du gouvernement du Canada

Dépenses prévues pour 2014-2015 par secteur de dépenses du Cadre pangouvernemental (en dollars)⁹

Résultats stratégiques	Programmes	Secteurs de dépenses	Résultats du gouvernement du Canada	Dépenses prévues 2014-2015
Résultat stratégique 1 : Une main-d'œuvre qualifiée, inclusive et capable de s'adapter, et un marché du travail efficace	Programme 1.1 : Compétences et emploi	Affaires économiques	La sécurité du revenu et l'emploi pour les Canadiens	19 380 037 415
	Programme 1.2 : Apprentissage	Affaires économiques	Une économie axée sur l'innovation et le savoir	3 015 659 728
Résultat stratégique 2 : Milieux de travail sécuritaires, équitables et productifs, où règne la coopération	Programme 2.1 : Travail	Affaires économiques	Un marché équitable et sécurisé	283 259 966

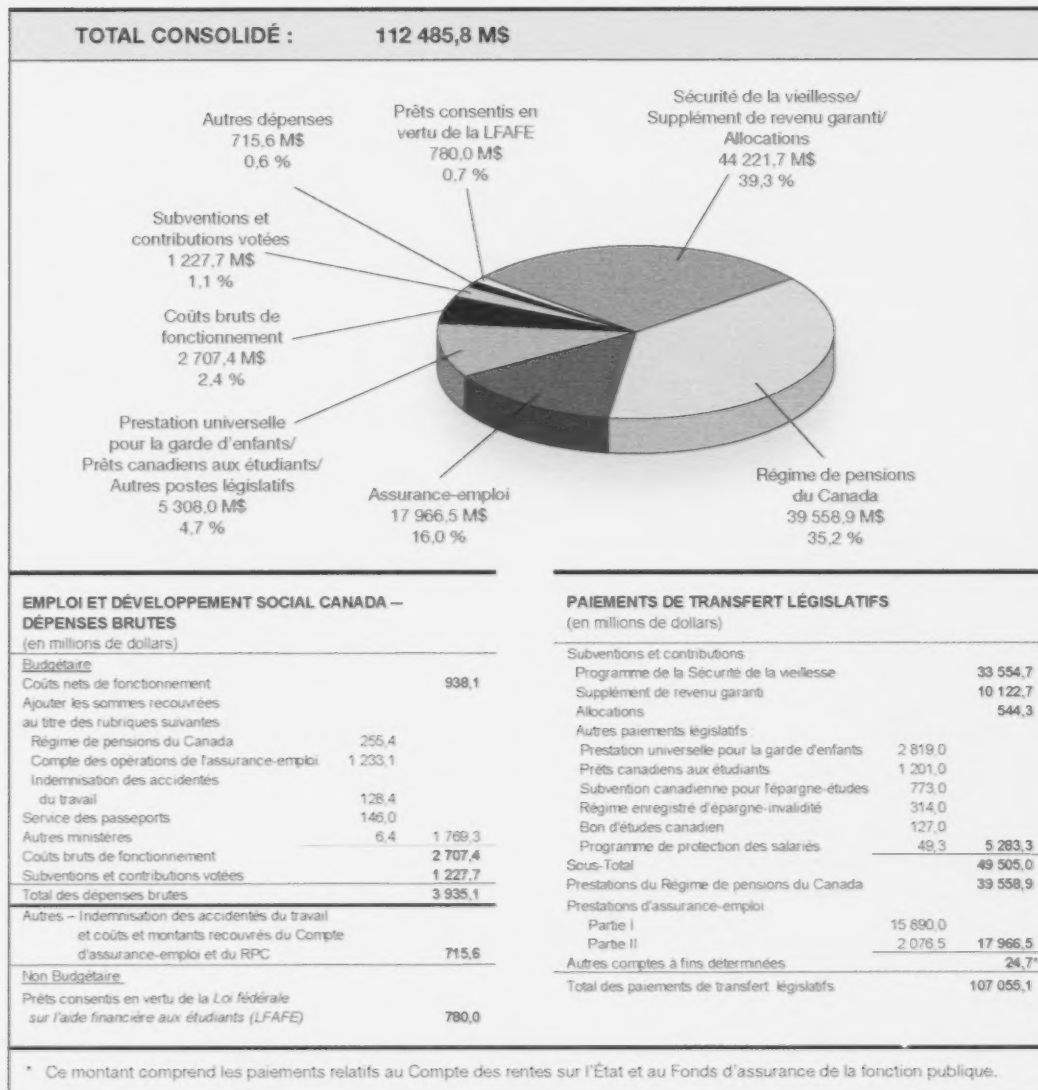
Résultats stratégiques	Programmes	Secteurs de dépenses	Résultats du gouvernement du Canada	Dépenses prévues 2014-2015
Résultat stratégique 3 : Sécurité du revenu, accès aux possibilités et mieux-être des personnes, des familles et des collectivités	Programme 3.1 : Sécurité du revenu	Affaires économiques	La sécurité du revenu et l'emploi pour les Canadiens	84 121 585 712
	Programme 3.2 : Développement social	Affaires sociales	Une société diversifiée qui favorise la dualité linguistique et l'inclusion sociale	3 052 032 587
Résultat stratégique 4 : Excellence du service pour les Canadiens	Programme 4.1 : Services axés sur les citoyens	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	439 934 464
	Programme 4.2 : Intégrité et traitement	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	689 244 685

Total des dépenses prévues par secteur de dépenses (en dollars)

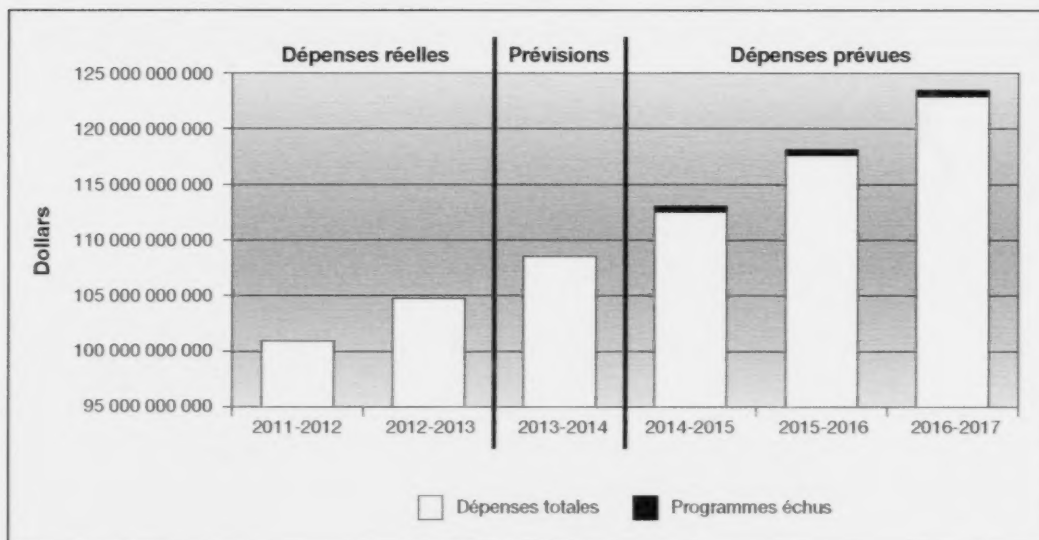
Secteur de dépenses	Total des dépenses prévues
Affaires économiques	106 800 542 821
Affaires sociales	3 052 032 587
Affaires internationales	—
Affaires gouvernementales	1 129 179 149

Tendances relatives aux dépenses du Ministère

Pour 2014-2015, Emploi et Développement social Canada (ESDC) prévoit consacrer 112,5 milliards de dollars aux programmes et aux services. De cette somme, 107,8 milliards de dollars sont versés directement aux Canadiennes et aux Canadiens dans le cadre de programmes de paiements de transfert, comme l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada, la Prestation universelle pour la garde d'enfants, la Sécurité de la vieillesse et les prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*.



Le graphique qui suit illustre la tendance des dépenses ministérielles de 2011-2012 à 2016-2017. Pour les périodes de 2011-2012 à 2013-2014, le total des dépenses inclut tous les postes votés et approuvés par le Parlement dans le Budget principal des dépenses et les Budgets supplémentaires des dépenses ainsi que les sommes recouvrables. Pour les périodes de 2014-2015 à 2016-2017, le total des dépenses correspond aux dépenses prévues.



L'augmentation globale de 22,1 milliards de dollars de 2011-2012 à 2016-2017 s'explique principalement par des augmentations des prestations du Régime de pensions du Canada, de la Sécurité de la vieillesse et d'assurance-emploi.

Les prestations prévues du Régime de pensions du Canada s'établiront à 44,1 milliards de dollars en 2016-2017, se traduisant par une augmentation de 10,8 milliards de dollars comparativement aux dépenses réelles de 2011-2012 de 33,3 milliards de dollars. Les versements de la Sécurité de la vieillesse devraient atteindre 49,2 milliards de dollars en 2016-2017, ce qui représente une augmentation de 11,1 milliards de dollars des dépenses réelles de 2011-2012 qui s'établissaient à 38,1 milliards de dollars. Ces augmentations annuelles sont associées à l'augmentation du nombre de prestataires et des prestations mensuelles moyennes.

Les prestations d'assurance-emploi varient chaque année principalement en raison de changements au taux moyen de chômage. Les prestations d'assurance-emploi devraient atteindre 19,0 milliards de dollars en 2016-2017, ce qui représente une augmentation de 1,4 milliard de dollars des dépenses réelles de 2011-2012 (17,6 milliards de dollars). Plus précisément, les prestations d'assurance-emploi devraient augmenter de 0,7 milliard de dollars (4,3 %) en 2014-2015 en raison d'augmentations prévues de 1,7 % du nombre de prestataires et de 2,4 % du taux moyen des prestations. L'augmentation prévue du nombre de prestataires est attribuable à la croissance de la population active, qui est compensée en partie par une baisse notable du taux de chômage. L'augmentation prévue du taux des prestations mensuelles moyennes s'explique par une augmentation du montant maximum de la rémunération assurable.

Ces augmentations sont compensées par des diminutions de 1,2 milliard de dollars, principalement en fonds de fonctionnement et en subventions et contributions votées. La diminution de 0,6 milliard de dollars en fonds de fonctionnement bruts est principalement liée aux gains internes en efficacité et aux économies réalisées dans le cadre du budget fédéral de 2012 et à une réduction des crédits centraux du Conseil du Trésor pour couvrir des dépenses comme le règlement immédiat d'indemnités de départ à la suite de modifications apportées à des conventions collectives désignées. La diminution de 0,5 milliard de dollars en subventions et contributions votées est principalement attribuable à l'expiration du programme sur les ententes relatives au marché du travail. Dans les Plans d'action économique de 2013 et de 2014, le gouvernement a annoncé qu'il transformera le régime de formation axée sur les compétences au Canada en instaurant la Subvention canadienne pour l'emploi dans le cadre du renouvellement des ententes sur le marché du travail en 2014-2015. Des négociations sont en cours afin de renouveler et de transformer le programme de façon à répondre à cet engagement. Une somme de 500 millions de dollars par année sera accordée à la formation axée sur les compétences, une fois que les ententes renouvelées seront signées.

Budget des dépenses par crédit voté

Pour plus d'informations sur les crédits organisationnels d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), prière de consulter le *Budget principal des dépenses 2014-2015*¹⁰.

Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable

La **Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)**¹¹ de 2013-2016, déposée le 4 novembre 2013, oriente les activités de développement durable du gouvernement du Canada pour la période de 2013-2016. La SFDD présente les priorités du développement durable à l'échelle fédérale du Canada pour une période de trois ans, comme l'exige la *Loi fédérale sur le développement durable*.

EDSC contribue au thème IV « Réduire l'empreinte environnementale – En commençant par le gouvernement », représenté par l'identificateur visuel ci-dessous.



Thème IV :
Réduire l'empreinte environnementale –
en commençant par le gouvernement

Cette contribution fait partie du programme Services internes; elle est expliquée plus en détail dans la section II.

Le Ministère s'assure également que son processus de prise de décision prend en considération les cibles et objectifs de la SFDD, ceci par le biais de l'évaluation environnementale stratégique (EES). Dans le cadre de l'EES, tout projet de politique, de plan ou programme comprend une analyse de ses répercussions sur l'environnement, et notamment sur la réalisation des objectifs et cibles de la SFDD. Les résultats des EES sont rendus publics lorsqu'une initiative est annoncée ou approuvée, illustrant ainsi la prise en compte des facteurs environnementaux dans le processus de prise de décisions.

Vous pourrez obtenir plus de renseignements sur les activités d'EDSC à l'appui du développement durable en consultant la section II du présent RPP et le **site Web du Ministère**¹². Pour obtenir plus de détails sur la Stratégie, veuillez consulter le site Web de la **Stratégie fédérale de développement durable**¹³.

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

Résultat stratégique 1

Une main-d'œuvre qualifiée, inclusive et capable de s'adapter, et un marché du travail efficace.

Programme 1.1 : Compétences et emploi

Description

Ce programme vise à faire en sorte que les personnes actives puissent accéder aux mesures de soutien dont elles ont besoin pour intégrer le marché du travail canadien ou s'y repositionner. Les initiatives dans le cadre de ce programme concourent à la réalisation d'objectifs généraux communs, à savoir favoriser le développement des compétences, promouvoir la participation au marché du travail et assurer l'efficacité du marché du travail.

Ressources financières budgétaires (en dollars)*

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
1 388 722 038	19 380 037 415	19 771 086 339	20 302 738 574
* Les prestations d'assurance-emploi ne sont pas comprises dans le Budget principal des dépenses du Ministère, mais sont comprises dans les dépenses prévues.			

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
1 488	1 434	1 433

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les travailleurs en situation d'ajustement ont accès à une aide financière temporaire.	Pourcentage des chômeurs admissibles aux prestations d'assurance-emploi parmi ceux qui ont récemment vécu une cessation d'emploi et qui répondent aux critères d'admissibilité du régime Source : Statistique Canada, Enquête sur la couverture de la population par le régime d'assurance-emploi	80 %	31 mars 2015
La population canadienne, y compris les groupes sous-représentés et les travailleurs vulnérables, a l'occasion d'acquérir les compétences nécessaires pour trouver un emploi productif et le conserver.	Proportion des clients qui ont un emploi ou qui sont de retour aux études après une intervention dans le cadre d'un des programmes d'emploi du gouvernement fédéral, soit la Stratégie emploi jeunesse, le Fonds d'intégration pour les personnes handicapées, le Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones, la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones, ou le Fonds pour les compétences et les partenariats Source : Données administratives	55 %	31 mars 2015
L'offre et la demande du marché du travail national est équilibrée.	Proportion des bénéficiaires de prestations régulières d'assurance-emploi qui n'utilisent pas toutes leurs semaines de prestations Source : Données administratives sur l'assurance-emploi	73 %	31 mars 2015
	Pourcentage d'apprentis qui ont terminé leur programme d'apprentissage et obtenu un certificat dans un métier désigné Sceau rouge Source : Système d'information sur les apprentis inscrits, Statistique Canada	46 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

En 2014-2015, Emploi et Développement social Canada (EDSC) continuera de transformer les programmes relatifs au marché du travail afin qu'ils soient davantage axés sur la demande et répondent plus efficacement aux besoins du marché du travail. Le Ministère collaborera avec les provinces et les territoires pour mettre en œuvre la Subvention canadienne pour l'emploi. EDSC mobilisera les signataires d'ententes relatives aux programmes du marché du travail pour les Autochtones et d'autres intervenants afin de mettre au point des propositions concernant le renouvellement des programmes destinés aux Autochtones, et il fera équipe avec les provinces et les territoires, par l'intermédiaire du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage, pour moderniser le régime canadien de formation des apprentis. Le Ministère poursuivra aussi ses efforts visant à jumeler les Canadiens et les emplois disponibles en modernisant le service de jumelage des emplois et des travailleurs du Guichet emplois, en améliorant l'information sur le marché de l'emploi grâce à l'établissement de liens entre les domaines d'études et la situation sur le marché du travail, et en réformant le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour veiller à ce que les employeurs accordent la priorité aux candidats canadiens. De plus, le Ministère utilisera des projets de finance sociale pour mettre à l'essai des approches novatrices, notamment en matière d'alphabétisation, de compétences essentielles, d'emplois pour les jeunes.

Sous-programme 1.1.1 : Assurance-emploi

Description

L'assurance-emploi offre un soutien temporaire du revenu aux chômeurs canadiens pendant qu'ils cherchent un nouvel emploi ou perfectionnent leurs compétences, ainsi qu'aux travailleurs lorsqu'ils ne peuvent travailler en raison d'une maladie ou d'une grossesse ou s'ils doivent prendre soin d'un nouveau-né ou d'un enfant récemment adopté, ou d'un enfant gravement malade, ou pour prodiguer des soins à un membre de leur famille gravement malade qui risque de mourir, ou prendre les dispositions nécessaires à cet égard. En vertu de la partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*, des programmes sont en place pour aider chômeurs participants à se préparer à travailler, à trouver un emploi et à le conserver. Les fonds proviennent des cotisations d'assurance-emploi versées par les employeurs, les employés et les travailleurs autonomes qui ont choisi d'avoir accès aux prestations spéciales.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
18 197 608 357	18 665 048 108	19 242 809 251

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
61	60	60

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les travailleurs ont la flexibilité et le soutien voulus pour profiter des occasions d'emploi ou de transition sur le marché du travail.	Proportion des bénéficiaires de prestations régulières d'assurance-emploi qui touchent des prestations et qui ne sont pas des prestataires fréquents Source : Données administratives sur l'assurance-emploi	75 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Transformation des ententes sur le développement du marché du travail

En 2014-2015, le Ministère consultera les provinces et les territoires au sujet des domaines éventuels de transformation des ententes sur le développement du marché du travail.

Sous-programme 1.1.2 : Main-d'œuvre inclusive

Description

Les programmes d'intégration de la main-d'œuvre visent à aider les Canadiens, notamment les adultes sans emploi et les groupes cibles, tels les jeunes, les personnes handicapées, les travailleurs âgés, les Autochtones, et les communautés de langue officielle en situation minoritaire, à développer leurs compétences, à accroître leur participation au marché du travail, à devenir autonomes et à s'adapter davantage aux changements sur le marché du travail.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
949 098 784	876 519 128	830 445 884

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
782	736	736

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les groupes sous-représentés et les travailleurs vulnérables participent davantage au marché du travail.	Taux de chômage des groupes désignés : jeunes, personnes handicapées, Autochtones et travailleurs âgés Source : Statistique Canada	Sans objet (indicateur contextuel ¹⁴)	Sans objet

Points saillants de la planification**Mise en œuvre de la Subvention canadienne pour l'emploi**

Dans le budget de 2014, le gouvernement a annoncé son intention d'adapter la formation aux besoins du marché du travail au moyen de la Subvention canadienne pour l'emploi; il s'est notamment engagé à faire en sorte que la formation axée sur les compétences soit directement liée aux besoins des employeurs et aux emplois disponibles pour les Canadiens. Plus précisément, la Subvention canadienne pour l'emploi fera en sorte que la formation axée sur les compétences garantisse un emploi.

Renouvellement des programmes destinés aux Autochtones

Le Ministère mobilisera les signataires d'ententes relatives aux programmes du marché du travail destinés aux Autochtones et d'autres intervenants afin de mettre au point et de faire approuver des options pour les programmes relatifs au marché du travail destinés aux Autochtones et la prestation des services après 2015. Le Ministère continuera de s'assurer que les programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones sont conformes aux obligations actuelles découlant des traités d'autonomie gouvernementale.

Sous-programme 1.1.3 : Main-d'œuvre qualifiée

Description

Les programmes de main-d'œuvre qualifiée appuient les investissements dans le perfectionnement des compétences pour accroître la productivité et la compétitivité des milieux de travail canadiens et les initiatives qui reconnaissent et mettent à contribution les compétences de l'ensemble des Canadiens. Dans le cadre de ces programmes, le gouvernement collabore avec des intervenants clés (entreprises, syndicats, établissements d'enseignement, provinces) pour favoriser le perfectionnement des compétences en milieu de travail de façon à répondre aux défis en milieu de travail. Ces programmes font également la promotion de la mobilité et des normes interprovinciales au Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
162 679 051	159 176 829	159 162 266

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
90	87	87

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les employeurs et les autres intervenants encouragent le perfectionnement des compétences en milieu de travail afin de répondre aux défis en milieu de travail.	Pourcentage d'apprentis inscrits dans un métier désigné Sceau rouge <i>Source</i> : Statistique Canada, Système d'information sur les apprentis inscrits	75 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Modernisation du régime de formation des apprentis

Le Ministère :

- créera le prêt canadien aux apprentis de manière à aider les apprentis inscrits dans un métier désigné Sceau rouge à payer leur formation;
- mettra sur pied un projet pilote afin d'élargir l'utilisation des approches novatrices en matière de formation technique des apprentis;
- sensibilisera les employeurs à la nécessité d'engager des apprentis dans le cadre des marchés fédéraux de construction et d'entretien (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et Construction de défense Canada);
- recueillera des données probantes de référence sur les pratiques actuelles des employeurs en matière d'embauche et de formation;
- collaborera avec le Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA) pour améliorer l'accès à la reconnaissance professionnelle grâce à de meilleures normes professionnelles qui encouragent l'utilisation de multiples méthodes d'évaluation (p. ex. des tests pratiques);
- collaborera avec le CCDA pour trouver des façons d'optimiser l'examen interprovincial existant et examinera la possibilité d'élaborer et de mettre en œuvre des formes additionnelles d'évaluation, ce qui pourrait mener à l'élaboration d'un cadre d'évaluation pour le programme du Sceau rouge;
- travaillera de concert avec les provinces et les territoires, par l'intermédiaire du CCDA, à harmoniser les exigences imposées aux apprentis dans des métiers spécialisés ciblés. Le Ministère va notamment :
 - encourager la mise en œuvre par les provinces et les territoires d'un plan d'action pour les trois premiers métiers désignés Sceau rouge afin d'harmoniser les exigences des régimes de formation des apprentis;
 - terminer le plan d'action élaboré avec le CCDA visant à harmoniser les exigences relatives à sept autres métiers désignés Sceau rouge;
 - soutenir la mise en œuvre par les provinces et les territoires d'un plan d'action pour sept autres métiers désignés Sceau rouge afin d'harmoniser les exigences des régimes de formation des apprentis;
- travaillera de concert avec le CCDA pour mettre en œuvre un projet touchant le Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers qui vise à améliorer et à uniformiser davantage les processus de reconnaissance des titres de compétence étrangers pour les métiers désignés Sceau rouge.

Sous-programme 1.1.4 : Efficacité du marché du travail

Description

Les programmes visant l'efficacité du marché du travail favorisent un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre à l'échelle nationale en faisant la promotion de l'intégration au marché du travail des nouveaux immigrants, du recours aux travailleurs étrangers temporaires, de la mobilité de la main-d'œuvre partout au Canada ainsi que de la diffusion d'information sur le marché du travail pour veiller à ce que les Canadiens et les nouveaux arrivants aient accès à des emplois intéressants.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
70 651 223	70 342 274	70 321 173

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
555	551	550

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les travailleurs canadiens ont la mobilité requise pour profiter des possibilités d'emplois, et les employeurs font appel à des travailleurs étrangers temporaires uniquement lorsque les Canadiens ne peuvent véritablement pas combler leurs besoins.	Pourcentage d'avis relatifs au marché du travail émis (positifs et négatifs) ou résolus par rapport au nombre d'avis relatifs au marché du travail demandés (c.-à-d. en fonction de la date de réception) au cours d'un exercice donné Source : Données administratives	75 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Modernisation du Guichet emplois

Le Ministère modernisera le Guichet emplois et apportera des améliorations au service de jumelage des emplois et des travailleurs. Ce service perfectionné permettra de jumeler les compétences et les connaissances des Canadiens aux emplois disponibles, et contribuera à faire en sorte que les emplois disponibles soient tout d'abord offerts aux Canadiens. Son lancement, à l'automne 2014, s'accompagnera d'une période d'essai avant la mise en œuvre de l'initiative de déclaration d'intérêt de Citoyenneté et Immigration Canada en janvier 2015, qui permettra à certains utilisateurs étrangers d'utiliser le système.

Des travaux seront entrepris en vue de l'entrée en vigueur, en avril 2015, d'une nouvelle exigence selon laquelle tous les employeurs qui présenteront une demande d'avis relatif au marché du travail devront s'inscrire au Guichet emplois, où ils auront accès au système de jumelage des emplois et des travailleurs.

Le Ministère procède actuellement à la modernisation des applications du Guichet emplois. Cela comprend :

- la refonte du Guichet emplois pour employeurs (avril 2014);
- la fusion du Guichet emplois et de Travailler au Canada pour offrir aux chercheurs d'emplois un guichet unique et éliminer les chevauchements (printemps 2014);
- le lancement du système de jumelage des emplois et des travailleurs (au pays, octobre 2014; à l'étranger, janvier 2015);
- le lancement de l'outil Choix de carrière pour les étudiants (printemps 2014).

De plus, un processus renforcé de validation et d'authentification sera instauré pour les employeurs et les chercheurs d'emploi (avril 2014).

Amélioration de l'information sur le marché du travail grâce à l'établissement de liens entre les domaines d'études et la situation sur le marché du travail

Dans le cadre du Programme d'appui aux initiatives sectorielles, le Ministère a l'intention de fournir un financement au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) pour qu'il puisse perfectionner le Système d'information sur les étudiants postsecondaires de sorte que les renseignements concernant la situation sur le marché du travail par domaine d'études soient plus accessibles à moyen terme.

Le Ministère instaurera également l'outil Choix de carrière. Cet outil en ligne aidera les étudiants et les personnes qui les conseillent à faire des choix éclairés en ce qui concerne les études postsecondaires, en fournissant de l'information sur le marché du travail par domaine d'études (p. ex. les tendances en matière de salaire et le taux d'emploi). Le public aura accès à cet outil à l'été 2014.

Programme 1.2 : Apprentissage

Description

Ce programme aide les Canadiens à poursuivre des études postsecondaires afin qu'ils obtiennent les compétences et les diplômes qui leur permettront d'améliorer leur situation sur le marché du travail et de s'adapter à l'évolution du marché du travail. Il réduit les obstacles à l'éducation en offrant de l'aide financière aux particuliers et des incitatifs à l'épargne en vue des études postsecondaires d'un enfant. Le programme offre également de l'information et des activités de sensibilisation au sujet de possibilités d'études et d'acquisition de compétences. Il contribue à la création d'une main-d'œuvre intégratrice en offrant aux Canadiens qui ont les capacités scolaires requises une chance égale de poursuivre des études postsecondaires. Ce programme repose sur une collaboration avec les provinces et les territoires, le secteur bénévole, les institutions financières, les fournisseurs de services et d'autres intervenants clés en vue d'aider les Canadiens à poursuivre des études postsecondaires.

Ressources financières budgétaires (en dollars)*

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 235 678 253	3 015 659 728	2 984 475 342	2 935 978 370
* Les prêts non budgétaires consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ne sont pas compris dans le Budget principal des dépenses de 2014-2015 du Ministère, mais sont compris dans les dépenses prévues de 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.			

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
321	321	321

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens ont les compétences et les diplômes nécessaires pour réussir sur le marché du travail.	Rang qu'occupe le Canada au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en ce qui concerne le pourcentage de la population (âgée de 25 à 64 ans) qui possède un diplôme d'études postsecondaires <i>Source : OCDE, Regards sur l'éducation 2014</i>	Premier rang parmi les pays de l'OCDE	Année civile 2014*
	Pourcentage de la population active canadienne (âgée de 25 à 64 ans) qui possède un certificat, un diplôme ou un grade d'études postsecondaires <i>Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active</i>	69,4 %	Moyenne annuelle pour l'année civile 2014
Tous les Canadiens, y compris les membres des groupes sous-représentés, ont une chance égale de poursuivre des études postsecondaires.	Pourcentage des Canadiens (âgés de 17 à 21 ans) qui fréquentent un collège ou une université <i>Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active</i>	43 %	Moyenne annuelle pour l'année civile 2014

* D'après les résultats de l'année civile 2012. Les données ne sont disponibles qu'avec deux ans de retard.

Points saillants de la planification

Collaboration avec des partenaires pour soutenir les programmes d'éducation et l'information des jeunes

En 2014-2015, le Ministère négociera une nouvelle entente de financement pluriannuelle pour Passeport pour ma réussite Canada. Ce programme offre une gamme complète de mesures de soutien sur le plan scolaire, financier et social pour aider les jeunes à risque à améliorer leur rendement scolaire. Le Ministère examinera également les paramètres d'admissibilité au programme canadien de prêts et bourses aux étudiants pour s'assurer que ceux-ci répondent toujours aux besoins de la population cible.

Amélioration de la mise en œuvre des programmes d'éducation postsecondaire

Le Ministère collaborera avec les gouvernements de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique pour mettre en œuvre leurs mesures respectives d'incitation à l'épargne en vue des études postsecondaires. Il collaborera également avec le gouvernement de l'Ontario afin d'harmoniser le processus de versement des bourses d'études de la province avec le processus de versement des prêts et bourses provinciaux et fédéraux existants.

Le Ministère continuera de travailler avec les administrations et les établissements d'enseignement pour encourager l'utilisation du portail de confirmation électronique de l'inscription, afin d'améliorer les processus de demande et d'approbation des prêts étudiants. Il collaborera avec des partenaires afin d'examiner plus en profondeur les possibilités de modernisation de la prestation des services.

Enfin, le Ministère terminera ses consultations auprès de l'industrie et lancera une demande de propositions en vue de sélectionner un tiers fournisseur de services qui participera à la mise en œuvre du programme canadien de prêts et bourses aux étudiants.

Amélioration de la gérance et de la reddition de comptes

Le Ministère cherche continuellement à améliorer la gérance et la reddition de comptes relatives à ses programmes. Il continuera à examiner les politiques et les lois afin de réduire les défauts de paiement des prêts d'études et d'augmenter les prêts recouvrés par l'Agence du revenu du Canada, et il appliquera une solution pour libérer les emprunteurs en cas de faillite.

Sous-programme 1.2.1 : Programme canadien de prêts et bourses aux étudiants

Description

Ce sous-programme fournit des prêts remboursables et des subventions non remboursables pour aider les Canadiens à financer leurs études postsecondaires. Ce programme est géré en partenariat avec les provinces participantes et un territoire, des établissements d'enseignement et des organismes, des administrateurs d'aide financière, des institutions financières et un fournisseur de services. Les clients et les prestataires sont des jeunes, des étudiants à temps plein et à temps partiel, des personnes handicapées, des parents étudiants, des étudiants dans le besoin, des étudiants issus de familles à revenu faible ou moyen et des emprunteurs qui remboursent leurs prêts.

Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) fournit des prêts aux Canadiens qui ont démontré un besoin financier afin de les aider à payer leurs études postsecondaires. Pour les emprunteurs qui ont des difficultés financières, le programme leur offre des mesures de gestion de la dette afin qu'ils puissent rembourser leurs prêts d'études durant les périodes de chômage ou de faible revenu. Il est géré en partenariat avec les provinces et les territoires participants, des établissements d'enseignement et des organismes, des administrateurs d'aide financière, des institutions financières et un fournisseur de services. Les clients et les prestataires sont des étudiants à temps plein et à temps partiel, ainsi que des emprunteurs qui remboursent leurs prêts.

Le programme canadien de bourses aux étudiants fournit des subventions anticipées pour aider et encourager les étudiants issus de familles à revenu faible ou moyen, les parents étudiants et les étudiants handicapés à suivre des études postsecondaires. Il est géré en partenariat avec les provinces et les territoires participants.

Ressources financières budgétaires (en dollars)*

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 105 755 727	2 029 571 341	1 943 074 369
* Les prêts non budgétaires consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> sont compris dans les dépenses prévues de 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.		

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
225	225	225

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens, y compris les membres des groupes sous-représentés, ont accès à du financement pour leurs études postsecondaires.	Pourcentage et nombre d'étudiants à temps plein de niveau postsecondaire (âgés de 15 à 29 ans) dans les provinces et les territoires participants qui ont reçu un prêt d'études ou une bourse pour financer leurs études postsecondaires ou qui ont profité d'une bonification d'intérêts pendant les études Source : Données administratives; rapport actuariel du programme canadien de prêts et bourses aux étudiants	43 % (543 315)	31 mars 2015
Les emprunteurs sont capables de rembourser leur prêt étudiant et le remboursent.	Pourcentage maximum des prêts directs impayés au cours des trois premières années de la période de remboursement (selon la valeur en dollars) Source : Données administratives	14 %	31 mars 2015
Les clients sont satisfaits de la qualité des services qu'ils reçoivent.	Pourcentage des emprunteurs aux études et en cours de remboursement qui sont satisfaits de leur expérience globale du programme canadien de prêts et bourses aux étudiants Source : Enquête sur la satisfaction des clients du programme canadien de prêts et bourses aux étudiants	De 78 % à 80 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Portail de confirmation électronique de l'inscription

Le Ministère collaborera avec ses partenaires responsables de l'exécution des programmes afin de surveiller la mise en œuvre et de cerner les améliorations qu'il serait possible d'apporter au portail de confirmation électronique d'inscription, un outil sécurisé qui permet la communication des renseignements relatifs à la confirmation d'inscription entre les établissements d'enseignement, le Centre de service national de prêts aux étudiants et les gouvernements des provinces et des territoires. Le Ministère collaborera avec ses partenaires responsables de la prestation pour surveiller la mise en œuvre du portail dans les dix administrations qui participent au programme canadien de prêts et bourses aux étudiants, et pour déterminer d'autres améliorations potentielles. Le Ministère continuera de travailler avec les provinces, les territoires et les établissements d'enseignement pour accroître l'utilisation du portail de confirmation électronique de l'inscription du Centre de service national de prêts aux étudiants.

Amélioration de l'efficience

Le Ministère poursuivra ses efforts visant à améliorer encore plus l'administration et la mise en œuvre des programmes fédéraux d'aide financière aux étudiants en examinant les possibilités de réaliser des gains d'efficience grâce à la rationalisation et à la simplification des processus opérationnels, notamment le Programme d'aide au remboursement, les bourses et les situations impliquant une faillite. Le Ministère s'emploiera également à trouver d'autres possibilités d'abandonner le papier dans le cadre de ses activités courantes afin de moderniser encore plus la prestation des services fédéraux.

Vision en matière de prestation électronique

Le Ministère s'appuiera sur les récentes améliorations apportées à la prestation de l'aide financière aux étudiants pour établir une vision en matière de prestation électronique qui permettra aux emprunteurs d'interagir avec le Centre de service national de prêts aux étudiants en utilisant le « mode de communication de leur choix ». Cette vision de la prestation électronique sera définie en collaboration avec les étudiants, les agents chargés de l'aide financière et les provinces et les territoires.

Réapprovisionnement

Le Ministère fait appel à un tiers pour l'exécution du programme canadien de prêts et bourses aux étudiants. Le contrat actuel arrivera à échéance le 31 mars 2015 et pourrait se prolonger jusqu'en 2018. Le Ministère consulte l'industrie pour s'assurer que la demande de propositions devant mener à la conclusion d'un nouveau contrat avec un fournisseur de services est conforme aux pratiques exemplaires de l'industrie.

Gérance et reddition de comptes

Le Ministère examinera diverses options pour améliorer le recouvrement des prêts étudiants non remboursés.

Sous-programme 1.2.2 : Programme canadien pour l'épargne-études

Description

Le Programme canadien pour l'épargne-études a été créé au moyen d'une loi du Parlement en 1998 (remise en vigueur sous le nom de *Loi canadienne sur l'épargne-études* en 2004). Ce programme, qui vise à rendre les études postsecondaires plus abordables, encourage la planification et l'épargne à long terme pour les études. Les fonds accumulés pourront plus tard être retirés pour financer les études postsecondaires des enfants. Ce programme offre des subventions proportionnelles à l'épargne amassée dans les régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) pour les enfants canadiens âgés de 0 à 17 ans. Les familles à faible revenu admissibles peuvent également profiter du Bon d'études canadien, qui prévoit l'ajout de fonds aux REEE des enfants nés après le 31 décembre 2003. Ce programme est offert grâce à un partenariat public-privé avec des institutions financières, des banques, des sociétés de fonds communs de placement et des fondations de bourses d'études. Il vient compléter le Programme canadien de prêts aux étudiants et d'autres programmes liés au marché du travail et au développement des compétences offerts par Emploi et Développement social Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
909 904 001	954 904 001	992 904 001

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
96	96	96

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens, y compris les membres des groupes sous-représentés, ont accès à du financement pour leurs études postsecondaires.	Pourcentage et nombre d'étudiants à temps plein et à temps partiel de niveau postsecondaire (âgés de 15 à 29 ans) qui ont utilisé des fonds d'un régime enregistré d'épargne études pour financer leurs études postsecondaires Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active	20,6 % (360 000)	31 décembre 2014
Les enfants de moins de 18 ans ont des économies dans un régime enregistré d'épargne-études en vue de leurs études postsecondaires.	Pourcentage des enfants de moins de 18 ans (durant l'année civile en cours) qui ont déjà reçu une Subvention canadienne pour l'épargne-études Source : Données administratives	47,5 %	31 décembre 2014
Les familles à faible revenu ouvrent un Régime enregistré d'épargne-études en vue des études postsecondaires de leurs enfants.	Pourcentage des enfants admissibles, durant l'année civile en cours, qui ont déjà reçu un Bon d'études canadien Source : Données administratives	31 %	31 décembre 2014

Points saillants de la planification

En 2014-2015, le Ministère mettra la dernière main à l'entente avec le gouvernement de la Colombie-Britannique concernant la distribution de la subvention pour la formation et l'éducation de la Colombie-Britannique, et mettra en œuvre les exigences en matière de systèmes pour la distribution de la subvention.

Résultat stratégique 2

Milieus de travail sécuritaires, équitables et productifs où règne la coopération.

Programme 2.1 : Travail

Description

Ce programme vise à promouvoir et à soutenir des relations industrielles stables et des milieux de travail sécuritaires, justes, sains, équitables et productifs dans les secteurs de compétence fédérale (transports interprovinciaux, services postaux et de messagerie, télécommunications, banques, installations de manutention du grain, installations nucléaires, sociétés d'État fédérales, les gouvernements autochtones et leurs employés). Dans le cadre de ce programme, le gouvernement élabore des lois et des règlements sur le travail pour établir un bon équilibre entre les droits et les responsabilités des travailleurs et ceux des employeurs. Ce programme veille à ce que les milieux de travail régis par le gouvernement fédéral respectent les droits et les obligations établis en vertu des lois sur le travail. Enfin, il gère également les affaires internationales et intergouvernementales du Canada ainsi que les responsabilités relatives aux affaires autochtones dans le domaine du travail.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
283 259 966	283 259 966	283 170 890	282 837 595

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
523	523	519

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les parties en milieu de travail se conforment aux normes pertinentes relatives aux milieux de travail, suivent les lignes directrices et adoptent des pratiques exemplaires.	Pourcentage des plaintes pour congédiement injuste réglées par les inspecteurs en vertu de la partie III (normes du travail) du <i>Code canadien du travail</i> <i>Source</i> : Application du travail 2000	75 %	31 mars 2015

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les risques pour la vie, la santé et la propriété sont éliminés ou réduits.	Diminution en pourcentage sur cinq ans du taux de décès ou d'absence résultant d'une blessure dans les secteurs de compétence fédérale jugés à risque élevé Source : Base de données sur les accidents du travail dans les industries de compétence fédérale	15 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Transformation des activités et modernisation des activités principales du Programme du travail

Afin de s'assurer que ses activités visant à promouvoir des lieux de travail sûrs, équitables et productifs et des relations de travail axées sur la collaboration sont conformes aux priorités du gouvernement et répondent aux besoins en évolution des Canadiens, le Programme du travail continuera de modifier et de moderniser la façon dont il exécute ses activités principales. Il facilitera la conformité au moyen de ses cadres législatifs et réglementaires, et il continuera d'utiliser la technologie pour remplacer progressivement les rapports papier actuels par des outils électroniques, afin d'améliorer le service et de réduire la paperasserie et le fardeau administratif pour les entreprises des secteurs de compétence fédérale.

Amélioration des programmes et des politiques du Programme du travail

Compte tenu de son champ de responsabilité de plus en plus complexe, le Programme du travail poursuivra le renouvellement de ses politiques et de ses programmes. Le Programme déterminera les possibilités de modernisation en se fondant sur des renseignements organisationnels fiables et des outils axés sur les résultats.

Le Programme continuera de procéder à des inspections proactives dans les industries présentant un risque élevé. En améliorant les stratégies de prévention afin de faciliter la conformité, le Programme du travail contribuera à réduire et à prévenir les accidents du travail dans les entreprises des secteurs de compétence fédérale, y compris chez les jeunes travailleurs. Grâce à cette approche, le Programme du travail peut aider les employeurs et les travailleurs à s'acquitter de manière proactive de leurs obligations en vertu du *Code canadien du travail* et des autres lois.

Les services de médiation préventive et de conciliation du Programme du travail aident les parties syndicales et patronales à entretenir de meilleures relations à la table de négociation. Le Programme du travail étendra davantage ses activités de médiation préventive afin de favoriser la stabilité des relations syndicales-patronales dans les secteurs de compétence fédérale, tout en continuant à fournir des services de conciliation et de médiation dans le cadre de négociations collectives.

Le Programme du travail s'emploiera également à renforcer le dialogue avec des partenaires et des intervenants nationaux et étrangers afin d'encourager la collaboration sur les enjeux relatifs au travail, y compris ceux ayant trait aux normes internationales du travail.

Sous-programme 2.1.1 : Relations de travail

Description

Ce sous-programme vise à favoriser et maintenir des relations de travail fondées sur la collaboration dans les secteurs de compétence fédérale (transports interprovinciaux, services postaux et de messagerie, télécommunications, banques, installations de manutention du grain, installations nucléaires, sociétés d'État fédérales, les gouvernements autochtones et leurs employés, les communautés autochtones et certaines entreprises autochtones). Il fournit des services de médiation et de conciliation pour aider les employeurs et les syndicats à conclure une convention collective sans qu'il y ait arrêt de travail. Il favorise des relations syndicales-patronales constructives en offrant des services de médiation préventive qui encouragent les employeurs et les syndicats à se rencontrer pour discuter des questions d'intérêt commun, et soutient les approches nouvelles et novatrices dans le domaine de la négociation collective. Enfin, ce sous-programme nomme des arbitres de différends, des arbitres de griefs et des arbitres pour les appels pour congédiements injustes et recouvrement de salaire, ainsi que pour les appels aux termes du Programme de protection des salariés, et gère les contrats conclus avec ces arbitres.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
13 125 298	13 127 613	13 055 189

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
99	99	99

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les conflits de travail potentiels sont réglés sans arrêt de travail grâce à la médiation et à la conciliation.	Pourcentage des conflits de travail réglés conformément à la partie I (Relations du travail) du <i>Code canadien du travail</i> sans arrêt de travail, grâce à l'aide des agents du Programme du travail <i>Source</i> : Données administratives	90 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Programme du travail continuera d'encourager des relations patronales-syndicales harmonieuses qui se traduiront par de meilleures relations à la table de négociation, ce qui aidera à réduire le nombre d'arrêts de travail coûteux. Lorsqu'une assistance sera requise dans les secteurs de compétence fédérale, des agents de conciliation et de médiation chevronnés aideront les organisations à mener à bien leurs négociations collectives. Le Programme du travail continuera également à étendre ses services de médiation préventive pour favoriser l'établissement de relations de travail axées sur la collaboration.

Le Programme du travail rationalisera ses processus administratifs pour les cas de recouvrement du salaire et de congédiement injuste.

Sous-programme 2.1.2 : Santé et sécurité au travail

Description

Ce sous-programme vise à promouvoir et soutenir des milieux de travail sécuritaires dans les secteurs de compétence fédérale (transports interprovinciaux, services postaux et de messagerie, télécommunications, banques, installations de manutention du grain, installations nucléaires, sociétés d'État fédérales, les gouvernements autochtones et leurs employés et la fonction publique fédérale). Il veille à ce que les employeurs fédéraux respectent les normes de santé et de sécurité au travail grâce à la collaboration patronale-syndicale pour assurer des milieux de travail sains et sécuritaires. En outre, il fournit un soutien du revenu et un soutien en matière de réadaptation aux marins marchands et aux employés fédéraux blessés.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
190 144 045	190 047 313	189 949 382

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
204	204	202

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les employeurs respectent les normes de santé et de sécurité au travail pour assurer des milieux de travail sécuritaires dans les secteurs de compétence fédérale.	Pourcentage de temps consacré à l'exécution de tâches proactives liées à la santé et sécurité au travail dans les secteurs à risque élevé ciblés <i>Source : Application du travail 2000</i>	80 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Programme du travail continuera de moderniser la stratégie de conformité aux règles de santé et sécurité au travail, qui comprend un ensemble d'outils efficaces, efficaces et axés sur les résultats, afin d'aider à réduire et à prévenir les accidents du travail dans les entreprises des secteurs de compétence fédérale, y compris chez les jeunes travailleurs.

Les stratégies visant à aider les employeurs à s'acquitter de leurs obligations en vertu du *Code canadien du travail* et d'autres lois seront maintenues. Le Programme du travail continuera d'appliquer des mesures coercitives au besoin pour faire respecter la loi, protéger les travailleurs et maintenir des conditions équitables pour les employeurs qui respectent la loi.

Le Programme du travail continuera de moderniser ses programmes tels que le Service fédéral d'indemnisation des accidentés du travail et il achèvera son examen de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*.

Sous-programme 2.1.3 : Normes du travail et équité en matière d'emploi**Description**

Ce sous-programme vise à promouvoir et à maintenir des milieux de travail justes et équitables dans les secteurs de compétence fédérale (transport interprovincial, services postaux et de messagerie, télécommunications, banques, installations de manutention du grain, installations nucléaires, sociétés d'État fédérales, entreprises qui ont des contrats importants avec le gouvernement fédéral, certains employeurs des Premières nations et leurs employés). Dans le cadre de ce sous-programme, le gouvernement administre et applique les normes du travail au moyen d'activités de sensibilisation et de conformité. Le sous-programme vise également à cerner et à supprimer les obstacles à l'emploi pour les quatre groupes désignés (femmes, Autochtones, personnes handicapées et minorités visibles) au sein de l'administration fédérale. Ce sous-programme réduit l'insécurité économique des travailleurs au moyen de la protection des salaires et d'une indemnité de congé, d'une indemnité de départ et d'une indemnité de cessation d'emploi lorsque leur employeur fait faillite ou fait l'objet d'une mise sous séquestre.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
74 662 415	74 667 103	74 524 343

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
189	189	187

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les employeurs respectent les dispositions de la partie III (normes du travail) du <i>Code canadien du travail</i> .	Nombre moyen d'infractions sur trois ans à la partie III du <i>Code canadien du travail</i> par tranche de 1 000 équivalents temps plein visés par la réglementation fédérale, comparativement à la moyenne d'infractions des trois années précédentes <i>Source</i> : Application du travail 2000; Base de données sur les accidents du travail dans les industries de compétence fédérale; Enquête sur les milieux de travail de compétence fédérale	Moins de 5 par tranche de 1 000 équivalents temps plein	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Programme du travail continuera d'améliorer la prestation de services pour la partie III (normes du travail) du *Code canadien du travail* et de simplifier les efforts de conformité, ce qui comprend des activités de sensibilisation auprès des employeurs et des travailleurs dans les secteurs de compétence fédérale. Cela comprend également une intensification des efforts proactifs dans le domaine des normes du travail et de l'équité en milieu de travail.

Le Programme du travail continuera de recouvrer des salaires non payés à la suite d'enquêtes découlant de plaintes, grâce à la conformité volontaire des employeurs et à des outils coercitifs comme des ordonnances de paiement remises aux employeurs, la responsabilité des administrateurs et des ordonnances visant les débiteurs. Il continuera de proposer aux parties le recours à d'autres techniques de règlement des conflits pour les aider à s'entendre.

Le Programme du travail aidera davantage les employeurs dans les secteurs de compétence fédérale à instaurer des pratiques qui améliorent la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi.

L'examen quinquennal de la *Loi sur le Programme de protection des salariés*, de son administration et de son application se poursuivra.

Sous-programme 2.1.4 : Affaires internationales du travail

Description

Ce sous-programme vise à soutenir les travailleurs et les employeurs canadiens relativement à la concurrence inéquitable d'autres pays fondée sur de mauvaises normes du travail ou la mise en application déficiente des droits du travail. Dans le cadre de ce sous-programme, le gouvernement négocie des normes internationales du travail qui reflètent les valeurs canadiennes et supervise la participation du Canada aux forums internationaux sur le travail. Le sous-programme fait également la promotion des droits fondamentaux dans le domaine du travail à l'échelle internationale afin d'appuyer la croissance équitable et la stabilité sociale dans les pays en voie de développement, de protéger les droits de la personne, et de contribuer à la réduction de l'écart mondial croissant entre les riches et les pauvres. Par l'entremise de ce sous-programme, le gouvernement négocie et met en œuvre des accords de coopération internationale dans le domaine du travail ainsi que d'autres cadres et prête une assistance de nature technique aux pays partenaires.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
5 328 208	5 328 861	5 308 681

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
31	31	31

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Le Programme du travail fait progresser les conditions de travail équitables en participant à des forums internationaux du travail, des négociations sur les dispositions relatives au travail et en offrant une aide technique aux pays partenaires.	Pourcentage de documents finaux qui font la promotion des principes relatifs au travail et des droits fondamentaux au travail reconnus à l'échelle mondiale Source : Documents finaux de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des États américains; résolutions des Nations Unies; déclarations et plans d'action de la Conférence interaméricaine des ministres du Travail; accords de coopération dans le domaine du travail	100 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Programme du travail continuera de défendre les intérêts du Canada en ce qui concerne les enjeux internationaux en matière de travail et d'emploi au sein des organisations multilatérales. Les ministères fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que les associations canadiennes d'employeurs et de travailleurs seront consultés au sujet des normes internationales du travail.

Le Programme du travail soutiendra le programme de commerce international du gouvernement grâce à la négociation et à la mise en œuvre de dispositions relatives au travail dans le contexte des accords de libre-échange du Canada. Par ailleurs, le Programme du travail fournira une assistance technique afin de renforcer les institutions de gouvernance démocratique et d'améliorer les conditions de travail dans les pays partenaires.

Résultat stratégique 3

Sécurité du revenu, accès aux perspectives d'emploi et bien-être des personnes, des familles et des collectivités.

Programme 3.1 : Sécurité du revenu

Description

Grâce à ce programme, le Ministère s'assure que les Canadiens reçoivent une pension de retraite, une pension de survivant, des prestations d'invalidité et des prestations pour enfants par l'intermédiaire du programme de la Sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada, du Programme canadien pour l'épargne-invalidité et de la Prestation nationale pour enfants.

Ressources financières budgétaires (en dollars)*

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
44 562 676 467	84 121 585 712	88 833 780 757	93 698 260 214
* Les prestations du Régime de pensions du Canada ne sont pas comprises dans le Budget principal des dépenses du Ministère, mais sont comprises dans les dépenses prévues.			

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
192	192	192

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les personnes âgées au Canada touchent un revenu qui leur permet de maintenir leur niveau de vie.	Pourcentage des aînés qui ont un revenu supérieur au seuil de faible revenu Source : Statistique Canada, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu	Sans objet (indicateur contextuel ¹⁵)	Sans objet
Les personnes ayant un handicap grave qui sont admissibles (ou les membres de leur famille ou leur tuteur) ouvrent un régime enregistré d'épargne-invalidité en vue d'épargner.	Nombre total de comptes enregistrés ouverts depuis la création du programme Source : Données administratives	75 431	31 mars 2015

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les familles canadiennes qui ont des enfants ont un revenu qui leur permet de maintenir leur niveau de vie.	La fréquence, l'ampleur et la persistance du faible revenu pour les familles ayant des enfants Source : Statistique Canada, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu	Sans objet (indicateur contextuel ¹⁶)	Sans objet

Points saillants de la planification

Pour que les programmes continuent de répondre aux besoins des aînés canadiens aujourd'hui et dans l'avenir, le Ministère déploie des efforts dans plusieurs secteurs, particulièrement à la suite des changements annoncés dans les budgets de 2011 et de 2012 afin de repousser l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse, la nouvelle prestation après-retraite du Régime de pensions du Canada et les options d'inscription proactive. Le Ministère continuera de fournir une orientation stratégique appropriée et de soutenir Service Canada pour s'assurer que les Canadiens admissibles continuent de recevoir les prestations auxquelles ils ont droit par l'entremise de modes de prestation efficaces et intégrateurs.

Sous-programme 3.1.1 : Sécurité de la vieillesse

Description

Ce sous-programme procure un revenu de base aux aînés canadiens qui remplissent les critères d'âge, de résidence et de statut juridique. Le programme de la Sécurité de la vieillesse (SV) englobe la pension de base de la SV, laquelle est versée à l'ensemble des aînés canadiens qui remplissent les critères de résidence et de statut juridique, le Supplément de revenu garanti (SRG) pour les aînés à faible revenu, et les allocations pour les personnes de 60 à 64 ans à faible revenu qui sont l'époux ou le conjoint de fait d'un prestataire du SRG, ou qui sont veufs ou veuves.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
44 223 852 186	46 648 400 786	49 178 744 169

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
17	17	17

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les aînés canadiens reçoivent un revenu de base auquel peuvent s'ajouter des revenus d'autres sources.	Pourcentage des aînés qui ont un revenu supérieur au seuil de faible revenu Source : Statistique Canada	Sans objet (indicateur contextuel ¹⁷)	Sans objet

Points saillants de la planification

Afin de répondre aux besoins en évolution des aînés canadiens et à la demande qui devrait augmenter en raison du vieillissement de la population, le Ministère continuera de relever et d'apporter des changements aux programmes, aux politiques et à la prestation des services en vue d'améliorer le programme de la Sécurité de la vieillesse. Depuis mai 2013, environ le tiers des nouveaux pensionnés reçoivent automatiquement leur pension de la SV sans avoir à soumettre une demande. Les travaux se poursuivent pour que plus de personnes soient automatiquement inscrites à la pension et pour que les Canadiens puissent s'inscrire automatiquement au Supplément de revenu garanti.

Des renseignements supplémentaires sur le **sous-programme 3.1.1** sont affichés sur le **site Web du Ministère**¹⁸.

Sous-programme 3.1.2 : Régime de pensions du Canada

Description

Ce sous-programme fournit aux salariés ou aux travailleurs autonomes qui ont cotisé suffisamment au Régime de pensions du Canada (RPC) un remplacement partiel du revenu en cas de départ à la retraite, d'invalidité ou de décès. Le RPC est un régime intergouvernemental dans l'ensemble du Canada, à l'exception du Québec qui a un régime comparable. Le RPC est financé au moyen des cotisations provenant des employés, des employeurs et des travailleurs autonomes et grâce aux revenus de placements. Le RPC s'adresse aux aînés et aux pensionnés admissibles, aux conjoints de droit ou de fait survivants, aux personnes handicapées et aux enfants à charge des cotisants handicapés ou décédés.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
39 580 913 016	41 830 259 535	44 123 995 609

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
158	158	158

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les cotisants admissibles au Régime de pensions du Canada et leur famille sont protégés contre la perte de revenu en cas d'un départ à la retraite ou d'un décès.	Pourcentage de la population active canadienne à l'extérieur du Québec qui a cotisé au Régime de pensions du Canada durant l'exercice visé Source : Bureau du surintendant des institutions financières Canada et données administratives	94 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Ministère fournira une analyse stratégique pour le prochain examen triennal (2013-2015). Il offrira une orientation et des conseils stratégiques afin de soutenir les décisions et les appels visant le Régime de pensions du Canada et son programme de prestations d'invalidité.

Sous-programme 3.1.3 : Programme canadien pour l'épargne-invalidité

Description

Ce sous-programme aide les Canadiens qui ont une invalidité grave et prolongée et leur famille à épargner pour l'avenir au moyen des régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI). Les résidents canadiens de moins de 60 ans (s'ils ont 59 ans, ils doivent déposer une demande avant la fin de l'année civile au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de 59 ans) qui ont un numéro d'assurance sociale et qui sont admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées peuvent faire établir un REEI. Dans le cadre du Programme, des contributions sont versées dans le REEI des personnes admissibles sous forme de subventions et de bons, qui sont versés dans le REEI jusqu'à l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 49 ans. La participation au programme n'a aucune incidence sur les autres prestations fédérales, comme la Prestation fiscale canadienne pour enfants, le crédit pour la taxe sur les produits et services, la Sécurité de la vieillesse et les prestations d'assurance-emploi.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
316 515 935	354 815 861	395 215 861

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
15	15	15

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les personnes qui ont une invalidité grave et prolongée bénéficient d'une mesure de sécurité financière à long terme.	Pourcentage des Canadiens recevant le crédit d'impôt pour personnes handicapées qui ont un régime enregistré d'épargne-invalidité Source : Base de données du Programme canadien pour l'épargne-invalidité	15 %	31 mars 2015
	Pourcentage des régimes enregistrés d'épargne-invalidité dans lesquels le gouvernement a versé une contribution (c.-à-d. une Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité ou un Bon canadien pour l'épargne-invalidité) à la fin de l'exercice en cours Source : Base de données du Programme canadien pour l'épargne-invalidité	74 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Ministère s'emploiera à promouvoir les régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) et à les faire connaître au moyen d'une stratégie de sensibilisation. Une telle stratégie implique des partenariats avec d'autres ministères, les provinces et des organisations internes et externes afin de promouvoir les REEI au moyen de divers outils, tels que des kiosques lors de conférences, des séances d'information, des services communautaires, divers envois postaux, des publications sur le Web et les médias sociaux. Ces activités de sensibilisation permettent d'informer les personnes handicapées et leur famille sur le fonctionnement des REEI, le processus d'ouverture d'un REEI et la marche à suivre pour demander la Subvention et le Bon, et elles offrent un soutien personnalisé aux personnes ayant besoin d'aide pour accéder au programme.

Le Ministère mettra également en œuvre les mesures finales relatives au Programme canadien pour l'épargne-invalidité, conformément à ce qui a été annoncé dans le budget de 2012.

Sous-programme 3.1.4 : Prestation nationale pour enfants

Description

La Prestation nationale pour enfants (PNE), qui est un partenariat entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, comprend un volet destiné aux Premières nations et vise à prévenir et à réduire la pauvreté chez les enfants, à promouvoir la participation au marché du travail en veillant à ce qu'il soit toujours plus avantageux pour les familles de travailler, et à réduire les chevauchements et le double emploi dans les programmes. La PNE fournit un soutien du revenu ainsi que d'autres avantages et services aux familles à faible revenu avec enfants. Le gouvernement du Canada participe à cette initiative par l'intermédiaire du Supplément de la PNE. Ce supplément constitue une prestation additionnelle versée aux familles à faible revenu avec enfants dans le cadre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants et il complète les autres mesures de soutien fédérales destinées aux familles avec enfants. Bien que le Supplément de la PNE soit versé par l'Agence du revenu du Canada, Emploi et Développement social Canada est chargé de l'élaboration des politiques relatives à la PNE fédérale-provinciale-territoriale et de la coordination des rapports annuels fédéraux, provinciaux et territoriaux sur les progrès réalisés qui sont présentés aux Canadiens.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
304 575	304 575	304 575

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
2	2	2

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
On prévient et réduit la pauvreté chez les enfants vivant dans des familles à faible revenu.	Réduction, en points de pourcentage, du taux annuel d'enfants vivant dans des familles dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu après impôt, en raison de l'initiative de la Prestation nationale pour enfants Source : Données d'enquête de Statistique Canada	1,5 point de pourcentage	À déterminer de concert avec Statistique Canada
	Nombre d'enfants qui ne vivent pas dans des familles dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu après impôt, en raison de l'initiative de la Prestation nationale pour enfants, au cours d'un exercice donné Source : Données d'enquête de Statistique Canada	110 000	À déterminer de concert avec Statistique Canada

Points saillants de la planification

En 2014-2015, Emploi et Développement social Canada continuera de travailler avec ses partenaires fédéraux et avec les provinces et les territoires afin d'obtenir les dernières approbations pour la publication du rapport d'étape 2009-2013 sur la Prestation nationale pour enfants. Ce rapport découle d'un nouveau processus fédéral-provincial-territorial moderne et efficient de production de rapports annuels sur la Prestation nationale pour enfants. Le nouveau rapport d'étape annuel sera publié uniquement sur le Web. Cela rendra sa production plus efficiente, entraînera une réduction des coûts et permettra une publication plus rapide.

Programme 3.2 : Développement social

Description

Ce programme vise à soutenir les programmes destinés aux sans-abri et aux personnes vulnérables à l'itinérance ainsi que les programmes pour les enfants, les familles, les personnes âgées, les collectivités et les personnes handicapées. Il fournit à ces groupes les connaissances, l'information et les occasions nécessaires pour mettre en œuvre leurs propres solutions aux problèmes sociaux et économiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
3 052 032 587	3 052 032 587	3 089 032 587	3 120 032 587

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
346	346	346

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
On prévient et réduit l'itinérance.	Nombre de personnes placées dans des logements stables à long terme Source : Réseau électronique de rapports et d'information sur l'itinérance	À déterminer	À déterminer
Les aînés participent et contribuent à la vie communautaire.	Nombre total de projets financés dans le cadre du programme Nouveaux Horizons pour les aînés Source : Données administratives	1 842	31 mars 2015
Les collectivités et les lieux de travail sont accessibles et permettent aux personnes handicapées d'accéder aux programmes, aux services et aux possibilités d'emplois.	Nombre de personnes qui profiteront des projets financés Source : Données administratives	À déterminer	À déterminer

Points saillants de la planification

En 2014-2015, le Ministère mettra en œuvre le nouveau mandat quinquennal de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance renouvelée et prendra les mesures nécessaires pour effectuer la transition vers l'approche Logement d'abord. Cette approche vise à retirer rapidement les personnes des refuges et de la rue pour les installer dans des logements stables tout en leur fournissant du soutien.

Le Ministère s'emploiera également à faire progresser le programme d'innovation sociale en collaborant avec des partenaires communautaires pour trouver des solutions pratiques aux problèmes sociaux complexes, pour rendre les programmes fédéraux plus efficaces et pour poursuivre la mise en œuvre du plan d'action sur les entreprises sociales. Pour ce faire, il misera sur les travaux actuels dans les domaines du bénévolat, de la philanthropie et des entreprises à vocation sociale (p. ex. les Prix du Premier ministre pour le bénévolat) et continuera de mettre à l'essai des modèles de financement novateurs au moyen de projets pilotes.

Sous-programme 3.2.1 : Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance

Description

Ce sous-programme soutient la mise en œuvre de solutions communautaires efficaces et durables pour prévenir et réduire l'itinérance dans l'ensemble du Canada. La Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) est un programme communautaire qui octroie des subventions et des contributions aux collectivités et aux fournisseurs de services. Ces services s'adressent aux personnes, aux familles et aux Autochtones des grands centres urbains, des collectivités rurales et du Nord. La SPLI renouvelée met l'accent sur l'utilisation de l'approche Logement d'abord, qui vise à déménager rapidement les sans-abri chroniques ou épisodiques d'un refuge et de la rue à un logement stable, à leur fournir les services pour en vue de les aider à garder leur logement et travailler à se rétablir et réintégrer la communauté.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
119 996 135	116 996 135	116 996 135

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
115	115	115

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les personnes sans abri ou vulnérables à l'itinérance disposent d'un logement stable.	Nombre de personnes ayant conservé un logement pendant trois mois après avoir reçu une aide directe pour la prévention de la perte du logement (nombre total de personnes recevant une aide) Source : Réseau électronique de rapports et d'information sur l'itinérance	À déterminer	À déterminer
	Réduction du nombre estimé de clients des refuges qui sont en situation d'itinérance chronique ou épisodique Source : Système d'information national sur l'itinérance	Diminution de 20 % par rapport à l'année de référence 2010	2017-2018
	Somme investie par les partenaires externes pour chaque dollar investi par la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance Source : Système d'information national sur l'itinérance	1,50 \$	2015-2016

Points saillants de la planification

Les résultats du projet Chez Soi de la Commission de la santé mentale du Canada ont montré que l'approche Logement d'abord constitue un moyen efficace de réduire l'itinérance. Cette approche vise à retirer rapidement les personnes des refuges et de la rue pour les installer dans des logements stables tout en leur fournissant le soutien dont elles ont besoin pour conserver un logement et s'intégrer à la société. En plus des résultats positifs produits par le projet Chez soi, plusieurs collectivités à l'échelle du pays ont mis en œuvre l'approche Logement d'abord avec beaucoup de succès. Par conséquent, le Ministère mettra en œuvre la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance en adoptant l'approche Logement d'abord, conformément à ce qui a été annoncé dans le budget de 2013.

Sous-programme 3.2.2 : Programme de partenariats pour le développement social

Description

Ce sous-programme est un programme à grande échelle dont l'objet est de consacrer des investissements stratégiques en vue d'appuyer des priorités gouvernementales liées aux enfants et aux familles, aux personnes handicapées, au secteur bénévole, aux collectivités minoritaires de langue officielle et aux autres populations vulnérables en jouant un rôle unique pour faire progresser les grands objectifs sociaux. Le Programme de partenariats pour le développement social (PPDS) permet de travailler en partenariat avec des organismes sociaux sans but lucratif afin d'améliorer le mode de vie de ces groupes cibles. On s'attend à ce que les activités financées par le PPDS mènent à l'enrichissement et au partage des connaissances relatives aux enjeux sociaux, actuels et nouveaux; à la création de collaborations, de partenariats, d'alliances et de réseaux; et à l'élaboration d'approches visant à aborder les problèmes sociaux actuels et nouveaux. À long terme, le soutien de ces activités par le PPDS aidera le secteur sans but lucratif et ses partenaires à répondre plus efficacement aux enjeux sociaux, actuels et nouveaux, et permettra aux populations ciblées d'avoir accès à de l'information, à des programmes et à des services adaptés à leurs besoins particuliers.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
33 493 298	33 493 298	33 493 298

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
99	99	99

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Le secteur sans but lucratif et ses partenaires ont de meilleurs moyens de s'attaquer aux problèmes sociaux existants et émergents touchant les populations cibles.	Somme investie par des partenaires non fédéraux pour chaque dollar investi dans le cadre du PPDS Source : Données administratives	3 \$	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Dans le cadre du programme d'innovation sociale du gouvernement du Canada, le Ministère s'emploie à transformer le Programme de partenariats pour le développement social en soutenant de nouvelles approches pour s'attaquer aux problèmes sociaux complexes, notamment les partenariats plurisectoriels et l'utilisation des actifs pour améliorer encore plus la qualité de vie des populations vulnérables.

Sous-programme 3.2.3 : Programme Nouveaux Horizons pour les aînés

Description

Ce sous-programme soutient les projets dirigés ou inspirés par des aînés qui contribuent à améliorer la vie des autres et de leurs collectivités. Le Programme a cinq objectifs : promouvoir le bénévolat chez les aînés et les membres des autres générations; inciter les aînés à participer à la vie de leur collectivité en encadrant d'autres personnes; accroître la sensibilisation aux mauvais traitements envers les aînés, y compris l'exploitation financière; appuyer la participation et l'inclusion sociale des aînés; fournir une aide à l'immobilisation pour les projets et programmes communautaires, nouveaux et existants, destinés aux aînés. Deux types de projets sont admissibles à un financement. Les projets communautaires sont admissibles à une subvention allant jusqu'à 25 000 \$ par projet pendant une période maximale d'un an. Ces projets visent à s'attaquer aux problèmes sociaux sur le terrain en considérant les collectivités comme le point central de la prestation de programmes et de services. Ils répondent aux besoins locaux établis en fonction des priorités régionales et profitent à la collectivité dans son ensemble. Les projets pancanadiens sont admissibles à une subvention ou une contribution allant jusqu'à 250 000 \$ par année pendant une période maximale de trois ans. Ils visent à mettre au point ou à cerner des outils, des ressources et des pratiques prometteuses qui peuvent être adaptés ou diffusés dans les collectivités et les régions, voire dans l'ensemble du Canada, pour lutter contre les mauvais traitements envers les aînés.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
49 394 184	49 394 184	49 394 184

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
81	81	81

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les collectivités sont davantage en mesure de s'attaquer aux problèmes sociaux en mobilisant les aînés.	Nombre de projets dans le cadre desquels les aînés transmettent leurs connaissances, leur expérience et leur expertise Source : Données administratives	212	31 mars 2015
Les aînés participent et contribuent à la vie communautaire.	Nombre de projets faisant la promotion du bénévolat chez les aînés et les autres générations Source : Données administratives	161	31 mars 2015
	Nombre de projets visant à sensibiliser la population aux mauvais traitements envers les aînés Source : Données administratives	141	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Ministère planifie actuellement l'appel de propositions de 2014-2015 du programme Nouveaux Horizons pour les aînés pour des projets de subventions pancanadiens et communautaires. Dans le budget de 2014, le gouvernement propose d'accorder 5 millions de dollars supplémentaires par année à ce programme afin d'appuyer des projets communautaires dont les aînés bénéficieront.

Sous-programme 3.2.4 : Prestation universelle pour la garde d'enfants

Description

La prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) est une prestation prescrite par la loi adoptée en 2006 et vise à aider les familles canadiennes avec de jeunes enfants en appuyant leurs choix en matière de garde d'enfants au moyen d'une aide financière directe. La PUGE a été conçue pour aider les familles à choisir le type de garde qui répond le mieux à leurs besoins. Les familles reçoivent jusqu'à 1 200 \$ par année pour chaque enfant de moins de six ans. La prestation est imposable et doit être déclarée par le conjoint au revenu le moins élevé, ou pour les parents seuls, déclarée comme leur propre revenu, ou comme revenu de l'enfant à charge admissible pour qui la PUGE est versée. La PUGE est une aide financière versée aux familles canadiennes. Elle s'ajoute à d'autres mesures de soutien comme la prestation fiscale canadienne pour les enfants et le supplément de la prestation nationale pour enfants. Elle n'influe pas sur les prestations que reçoivent les familles en vertu de ce programme ni sur la déduction pour frais de garde d'enfants.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 819 417 510	2 859 417 510	2 890 417 510

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
4	4	4

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les parents canadiens qui ont des enfants de moins de six ans bénéficient d'un soutien financier pour faire des choix éclairés en ce qui a trait à la garde de leurs enfants.	Pourcentage des enfants admissibles dont les parents reçoivent la Prestation universelle pour la garde d'enfants (taux de participation à la Prestation universelle pour la garde d'enfants) Source : Agence du revenu du Canada; prévisions démographiques de Statistique Canada	97 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

La mise en œuvre de l'initiative de Demande de prestations automatisée se poursuit avec la lancée du service au Nouveau-Brunswick en janvier 2014; celle pour la Saskatchewan est prévue en juin 2014. L'initiative, mise en œuvre par l'Agence du revenu du Canada, qui assure le versement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants au nom d'Emploi et Développement social Canada, simplifie le processus de demande et accroît le recours aux prestations pour enfants. Le partenariat avec les bureaux provinciaux et territoriaux de l'état civil permet aux parents de nouveau-nés de simplement cocher une case sur le formulaire d'enregistrement de naissance pour s'inscrire automatiquement aux programmes fédéraux de prestations pour enfants, aux programmes provinciaux et territoriaux connexes et au crédit pour la TPS/TVH. Le service est maintenant offert en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Ontario, au Québec, au Manitoba, en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador. Au total, 98 % de tous les nouveau-nés dans les provinces participantes sont actuellement inscrits au moyen de ce processus.

Des renseignements additionnels au sujet du **sous-programme 3.2.4** sont accessibles sur le **site Web du Ministère**¹⁹.

Sous-programme 3.2.5 : Fonds pour l'accessibilité

Description

Ce sous-programme contribue à améliorer l'accessibilité des personnes handicapées au sein de leur collectivité et de leur milieu de travail. Les Canadiens handicapés rencontrent souvent des obstacles qui limitent leur pleine participation aux activités quotidiennes et leur pleine intégration. Par conséquent, la population canadienne et les collectivités du pays ne profitent pas pleinement de la participation et de l'expérience des personnes handicapées. À travers les différents volets du programme, le Fonds pour l'accessibilité offre aux bénéficiaires admissibles des subventions ou des contributions afin de financer la mise en œuvre de projets communautaires visant à améliorer l'accessibilité, à éliminer les obstacles et à permettre aux Canadiens handicapés de participer pleinement à la vie de leur collectivité.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
19 731 460	19 731 460	19 731 460

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
47	47	47

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les organismes bénéficiaires disposent d'installations, de technologies et de moyens de transport accessibles pour la collectivité et le milieu de travail.	Nombre de collectivités où des projets sont financés <i>Source : Données administratives</i>	À déterminer	À déterminer
	Pourcentage du coût des projets financés qui provient d'autres sources de financement <i>Source : Données administratives</i>	À déterminer	À déterminer
Les collectivités et les lieux de travail sont accessibles et permettent aux personnes handicapées d'accéder aux programmes, aux services et aux possibilités d'emplois.	Nombre de possibilités d'emplois qui sont créées ou maintenues grâce aux projets financés <i>Source : Données administratives</i>	À déterminer	À déterminer

Points saillants de la planification

Dans le budget de 2013, le gouvernement a annoncé le renouvellement permanent du Fonds pour l'accessibilité afin d'améliorer l'accessibilité des installations pour les personnes handicapées, notamment en milieu de travail. En plus d'améliorer l'accessibilité dans les collectivités en finançant les coûts d'immobilisation pour des projets de construction et de rénovation, le Fonds pour l'accessibilité vise à favoriser et à augmenter les possibilités d'emplois pour les personnes handicapées au moyen de projets qui amélioreront l'accessibilité en milieu de travail.

De nouveaux indicateurs de rendement sont mis en œuvre pour le Fonds renouvelé. Le Ministère établira des cibles pour ces indicateurs une fois que les processus concurrentiels auront été menés et que les nouveaux projets auront été financés. L'information tirée de ces processus et de ces projets permettra aux programmes de dégager les tendances et de déterminer des cibles appropriées.

Sous-programme 3.2.6 : Soutien du revenu fédéral pour les parents d'enfants assassinés ou disparus

Description

Le Soutien du revenu fédéral pour les parents d'enfants assassinés ou disparus est une subvention visant à offrir un soutien du revenu temporaire aux parents d'enfants assassinés ou disparus (âgés de moins de 18 ans). Elle est offerte aux parents admissibles qui ont subi une perte de revenu parce qu'ils se sont absentés de leur travail afin de surmonter les difficultés liées au décès ou à la disparition de leur enfant, lorsque ces événements sont attribuables à une infraction probable au *Code criminel*.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
10 000 000	10 000 000	10 000 000

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
-	-	-

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
La subvention allège le fardeau financier des parents d'enfants assassinés ou disparus à la suite d'une infraction probable au <i>Code criminel</i> qui s'absentent de leur travail pour composer avec cette situation tragique.	Pourcentage de demandeurs dont la demande a été acceptée	Non disponible	Fin de l'exercice
	Nombre moyen de semaines payées par bénéficiaire	Non disponible	Fin de l'exercice

Points saillants de la planification

En 2014-2015, le programme poursuivra ses efforts de mobilisation en assurant la liaison avec les intervenants clés et en distribuant des produits d'information tels que la brochure électronique destinée aux parents d'enfants assassinés ou disparus.

Résultat stratégique 4

Excellence du service pour les Canadiens.

Programme 4.1 : Services axés sur les citoyens

Description

Ce programme vise à améliorer et à unifier la prestation des services gouvernementaux en offrant aux Canadiens un service centralisé personnalisé et facilement accessible en personne, au téléphone, par Internet ou par la poste. Ce programme est soutenu par des partenariats avec les autres ministères, ordres de gouvernement et partenaires communautaires. Il prévoit des mécanismes de rétroaction de la clientèle et contribue à sensibiliser davantage le public au rôle de Service Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)*

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
439 934 464	439 934 464	435 137 850	273 577 236

* Les ressources nécessaires aux services de passeport, approuvées le 5 décembre 2013, visaient les exercices de 2013-2014 à 2015-2016. Le Ministère devra présenter une autre demande de financement pour l'exercice 2016-2017 et les suivantes, y compris en ce qui concerne les équivalents temps plein.

Ressources humaines (équivalents temps plein)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
5 649	5 557	3 233

* Les ressources nécessaires aux services de passeport, approuvées le 5 décembre 2013, visaient les exercices de 2013-2014 à 2015-2016. Le Ministère devra présenter une autre demande de financement pour l'exercice 2016-2017 et les suivantes, y compris en ce qui concerne les équivalents temps plein.

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens ont un accès personnalisé aux programmes et services du gouvernement du Canada à partir d'un point unique.	Pourcentage des clients qui utilisent les outils Web de libre-service Source : Données administratives	À déterminer	31 mars 2015
	Pourcentage des Canadiens qui ont accès à un point de service de Service Canada dans un rayon de 50 kilomètres de leur résidence Source : Données administratives	90 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Ministère, par l'entremise de Service Canada, fournit des renseignements sur ses programmes et ses services et offre aux Canadiens diverses options pour entrer en contact et faire des affaires avec le gouvernement. En plus de chercher à améliorer les services électroniques et les options de libre-service, Service Canada continuera d'offrir des services aux clients par l'entremise de son réseau de bureaux, ses services mobiles réguliers et occasionnels, et le numéro 1-800 O-Canada. Service Canada continuera également à collaborer avec d'autres ministères pour que les Canadiens aient accès à un plus grand nombre de services du gouvernement du Canada par son entremise.

Dans la prochaine année, on continuera de travailler sur le plan pluriannuel pour Mon dossier Service Canada. Service Canada concevra et mettra en œuvre des améliorations visant à optimiser l'expérience des utilisateurs et à assurer une plus grande fonctionnalité et une meilleure intégration des nouveaux programmes et services. Service Canada s'assurera que Mon dossier Service Canada a les capacités et les fonctionnalités nécessaires pour permettre aux Canadiens d'interagir et de faire affaire en toute sécurité avec le gouvernement quand, où et comment ils le souhaitent.

Sous-programme 4.1.1 : Services d'information du gouvernement du Canada aux citoyens

Description

Ce sous-programme offre des renseignements généraux et spécialisés aux Canadiens sur les programmes, les prestations et les services gouvernementaux au moyen de divers modes de prestation de services (en personne, au téléphone, par Internet et par courrier). Il donne au client un accès facile aux connaissances qu'il désire acquérir et dont il a besoin, tout en lui donnant le choix du mode de prestation de services. Ce sous-programme permet également de faire en sorte que les renseignements soient accessibles, compréhensibles et pratiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
207 682 635	207 685 151	206 360 397

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
2 458	2 457	2 439

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens peuvent accéder rapidement à de l'information sur les programmes et les services du gouvernement du Canada en ligne, par téléphone et en personne.	Pourcentage de disponibilité du site Web www.servicecanada.gc.ca Source : Données administratives	98 %	31 mars 2015
	Pourcentage des appels au 1 800 O-Canada auxquels un agent a répondu dans un délai de 18 secondes Source : Données administratives	95 %	31 mars 2015
	Pourcentage des clients en personne qui ont été servis dans un délai de 25 minutes (norme établie en 2012-2013) Source : Données administratives	80 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

En 2014-2015, le Ministère dirigera le renouvellement de la présence du gouvernement du Canada sur le Web au moyen de l'expansion du site **Canada.ca**; le nouveau site principal regroupera tout le contenu en ligne du gouvernement. Service Canada augmentera l'information disponible sur le site Canada.ca en ajoutant du contenu Web et en développant les catégories de renseignements établies dans le site. De plus, le Ministère continuera d'améliorer l'expérience utilisateur du site Web en facilitant la navigation et en veillant à ce que le contenu soit axé sur les clients et rédigé dans un langage clair et simple. Service Canada réalisera ainsi son objectif d'augmenter l'utilisation du Web et d'offrir aux Canadiens un accès facile et pratique à l'information sur les services.

Sous-programme 4.1.2 : Réception des demandes

Description

Ce sous-programme aide les Canadiens qui désirent accéder à une vaste panoplie de programmes, de prestations et de services gouvernementaux en personne, par téléphone, par courrier et par Internet, au moyen de la réception des demandes, de l'aide aux demandeurs et de la vérification de l'exhaustivité des demandes. Dès la réception d'une demande, le programme achemine celle-ci au ministère compétent, ou elle est traitée directement à Service Canada. Ce sous-programme prévoit également des pratiques de gestion de la qualité qui réduisent le nombre d'erreurs administratives et qui contribuent à la réduction du temps de traitement. Cela entraîne une meilleure gestion de la prestation de services aux Canadiens.

Ressources financières budgétaires (en dollars)*

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
63 712 635	61 148 083	49 537 174

* Une partie des ressources nécessaires aux services de passeport, approuvées pour les exercices de 2013-2014 à 2015-2016, est comprise dans le sous-programme 4.1.2 Réception des demandes. Le Ministère devra présenter une autre demande de financement pour l'exercice 2016-2017 et les suivantes, y compris en ce qui concerne les équivalents temps plein.

Ressources humaines (équivalents temps plein)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
772	753	585

* Une partie des ressources nécessaires aux services de passeport, approuvées pour les exercices de 2013-2014 à 2015-2016, est comprise dans le sous-programme 4.1.2 Réception des demandes. Le Ministère devra présenter une autre demande de financement pour l'exercice 2016-2017 et les suivantes, y compris en ce qui concerne les équivalents temps plein.

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les demandes de passeport des Canadiens sont correctement examinées par les agents de Service Canada.	Pourcentage des demandes de passeport ne contenant aucune erreur Source : Données administratives	98 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

En 2014-2015, le Ministère continuera de trouver des façons d'améliorer la prestation des services pour le réseau des services de passeport. Afin de s'assurer que les demandes de passeport des Canadiens sont correctement examinées, Service Canada poursuivra ses programmes de surveillance de la qualité pour la réception et le traitement des demandes. De plus, Service Canada continuera de soutenir la mise en œuvre de ces programmes en s'occupant de la réception et de l'examen des demandes.

Sous-programme 4.1.3 : Identification et authentification

Description

Pour appuyer l'exécution des programmes, ce sous-programme permet de valider les renseignements contenus dans des documents de base comme les actes de naissance ou les documents d'immigration en les confrontant avec la source de données, et elle fournit une capacité dans l'ensemble de l'entreprise pour l'authentification et la validation des identités, peu importe le mode de prestation de services (en personne, au téléphone, par Internet et par courrier).

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
13 818 672	13 818 840	13 730 695

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
163	163	162

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les clients sont correctement identifiés pour l'obtention d'un service ou d'une prestation dans le cadre des programmes fondés sur le numéro d'assurance sociale.	Taux d'attribution d'un numéro d'assurance sociale aux bonnes personnes dans le Registre d'assurance sociale Source : Données administratives	99,90 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

En 2014-2015, le Ministère, par l'entremise de Service Canada, continuera de mettre en œuvre une approche et un processus solides, sécuritaires et normalisés aux fins de l'authentification de l'identité des clients, des entreprises et de leurs représentants. De plus, le Ministère continuera de moderniser les systèmes et processus d'identité relatifs au numéro d'assurance sociale grâce à des mises à niveau de la technologie et au développement des liens avec les partenaires fédéraux et provinciaux.

Sous-programme 4.1.4 : Gestion de la rétroaction des clients

Description

Ce sous-programme gère les commentaires formulés par les clients par l'entremise des modes de service (en personne, par téléphone, par Internet et par courrier), notamment en sollicitant et en recueillant la rétroaction des clients et en y répondant, en prenant rapidement des mesures de suivi, en analysant les problèmes liés au service à la clientèle, en produisant des rapports et en formulant des recommandations sur le sujet, et en diffusant des pratiques exemplaires à l'interne pour améliorer l'expérience du service. Ce sous-programme vise à faciliter l'amélioration continue de la prestation des services et des programmes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
733 618	733 628	728 947

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
9	9	9

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les Canadiens reçoivent rapidement une réponse aux commentaires qu'ils fournissent sur la prestation des services par Service Canada.	Pourcentage de commentaires auxquels le Bureau de la satisfaction des clients a répondu dans les sept jours ouvrables suivant leur réception Source : Données administratives	100 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Le Bureau de la satisfaction des clients reçoit la rétroaction des clients, aide à résoudre les problèmes liés aux services en s'assurant que les préoccupations des clients sont prises en compte, et soutient les activités de Service Canada en faisant rapport des suggestions, des compliments et des plaintes des clients. De plus, le Bureau soutiendra l'intégration des services de passeport. Dans le cadre de l'amélioration de ses processus opérationnels, le Bureau encouragera l'utilisation de son formulaire Web pour recueillir les commentaires des clients.

Sous-programme 4.1.5 : Marketing

Description

S'appuyant sur les recherches en marketing, ce sous-programme planifie, coordonne et met en œuvre le programme de Service Canada en matière de produits et d'activités de marketing visant à informer le public et les intervenants au sujet du réseau de prestation multimode de Service Canada et de la gamme de services et de programmes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
3 240 656	3 240 694	3 220 023

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
38	38	38

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les outils de marketing guident efficacement les Canadiens dans leur choix du mode de prestation de services qui est le plus efficace et le mieux adapté à leurs besoins.	Pourcentage des clients qui, grâce aux activités de marketing, utilisent ou décident d'adopter les outils et l'information libre-service en ligne comme mode de communication avec Service Canada <i>Source : Données administratives</i>	À déterminer	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Service Canada élaborera et mettra en œuvre des stratégies de marketing pour faire connaître les services et encourager les clients à adopter des comportements qui favorisent une prestation plus efficiente et efficace des services. Les activités comprennent un remaniement du site Web de l'assurance-emploi s'échelonnant sur plusieurs années, la promotion continue de l'inscription en ligne pour les relevés d'emploi, le développement du réseau d'affichage numérique et une plus grande utilisation des médias sociaux.

Sous-programme 4.1.6 : Services de passeport

Description

Ce sous-programme gère les fonctions qu'accomplit Service Canada afin d'aider Citoyenneté et Immigration Canada à mettre en œuvre le programme des passeports. Service Canada sera le principal responsable de la prestation des services de passeport par tous les modes de prestation pour les cas réguliers au Canada. Dans le cadre de ces fonctions, Service Canada est notamment chargé d'offrir de l'information, de recevoir les demandes, de valider l'identité, de produire les passeports et de les distribuer aux demandeurs admissibles. Ce sous-programme exclut l'exécution courante de la fonction d'agent réceptionnaire.

Ressources financières budgétaires (en dollars)*

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
150 746 248	148 511 454	—
* Les ressources nécessaires aux services de passeport, approuvées le 5 décembre 2013, visaient les exercices de 2013-2014 à 2015-2016. Le Ministère devra présenter une autre demande de financement pour l'exercice 2016-2017 et les suivantes, y compris en ce qui concerne les équivalents temps plein. Le montant prévu pour l'exercice 2016-2017 reste à déterminer, ce qui explique l'absence de dépenses prévues pour cet exercice.		

Ressources humaines (équivalents temps plein)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
2 209	2 137	—
* Les ressources nécessaires aux services de passeport, approuvées le 5 décembre 2013, visaient les exercices de 2013-2014 à 2015-2016. Le Ministère devra présenter une autre demande de financement pour l'exercice 2016-2017 et les suivantes, y compris en ce qui concerne les équivalents temps plein. Le nombre d'équivalents temps plein pour l'exercice 2016-2017 reste à déterminer, ce qui explique l'absence d'équivalents temps plein prévus pour cet exercice.		

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens reçoivent des services de passeport novateurs, fiables, efficaces, accessibles et sécuritaires.	Pourcentage de passeports délivrés sans erreur Source : Données administratives	99 %	31 mars 2015
	Pourcentage des Canadiens qui ont accès à un point de service dans un rayon de 100 kilomètres de leur résidence Source : Données administratives	95 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

En 2014-2015, le Ministère poursuivra l'intégration des services de passeport dans le réseau de Service Canada. En partenariat avec Citoyenneté et Immigration Canada, Service Canada élaborera un modèle opérationnel modernisé pour la prestation des services de passeport, et il participera à l'examen des processus relatifs aux passeports afin de promouvoir l'automatisation grâce à la mise au point d'un nouveau système de délivrance des passeports. Dans le cadre de son programme de modernisation, Service Canada déterminera également des occasions de rationaliser la prestation des services et appuiera l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique en matière d'admissibilité et de sécurité.

Programme 4.2 : Intégrité et traitement

Description

Ce programme met en œuvre les programmes et services législatifs les plus importants du gouvernement du Canada, dont la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti, les Allocations, le Régime de pensions du Canada et l'assurance-emploi. Le Ministère détermine l'admissibilité des demandeurs, autorise les paiements, examine les appels et mène des enquêtes sur les cas potentiels d'erreur, de fraude et d'abus de la part des clients. Ce programme vise également à améliorer l'automatisation pour le versement des paiements et la prestation des services. Il appuie les efforts du gouvernement du Canada visant à offrir aux citoyens des services de traitement et de paiement plus efficaces, plus efficaces et simplifiés.

Ce programme vise à augmenter et à renforcer l'intégrité des programmes et services de Service Canada afin de garantir que la bonne personne reçoit le bon service ou obtient la bonne prestation au bon moment et aux fins prévues.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
689 244 685	689 244 685	672 430 387	663 526 454

Ressources humaines (équivalents temps plein)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
8 320	8 098	7 996
* La diminution des équivalents temps plein est attribuable au terme de la mise en œuvre du projet de loi C-51 et aux améliorations apportées à l'automatisation des programmes législatifs.		

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les services et les prestations sont correctement fournis.	Pourcentage des services et des prestations correctement fournis (pour l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti, les Allocations) <i>Source</i> : Données administratives	95 %	31 mars 2015
Les services et les prestations sont fournis en toute sécurité.	Pourcentage des clients qui sont avisés dans les dix jours ouvrables suivant leur identification que leurs renseignements personnels ont possiblement été compromis <i>Source</i> : Données administratives	100 %	31 mars 2015
Les Canadiens reçoivent les services, les paiements de prestations ou l'avis de non-paiement conformément aux normes de service.	Pourcentage des services, des paiements de prestations ou des avis de non-paiement fournis conformément aux normes de service <i>Source</i> : Données administratives	À déterminer	31 mars 2015

Points saillants de la planification

En 2014-2015, Service Canada continuera sur sa lancée afin d'augmenter le niveau d'automatisation des activités de l'assurance-emploi. Le Ministère cherchera à augmenter les options de libre-service offertes aux clients et aux employeurs en perfectionnant les services électroniques et en encourageant et en améliorant la transmission électronique des relevés d'emploi par les employeurs, tout en automatisant le traitement d'un plus grand nombre de demandes.

Service Canada continuera de moderniser le versement des pensions en élaborant et en mettant en œuvre la Stratégie d'amélioration des services liés à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti, qui vise à réduire le fardeau relatif aux processus de demande pour les aînés, à améliorer l'automatisation et les services électroniques, à rationaliser la prestation et à réduire les coûts administratifs. Il prendra des mesures afin d'améliorer les services liés au Régime de pensions du Canada.

Le Ministère mettra en œuvre des modifications législatives et réglementaires, notamment celles ayant trait au report volontaire de la pension de la Sécurité de la vieillesse et à la prestation après-retraite du Régime de pensions du Canada.

Le Ministère prendra des mesures pour améliorer les centres d'appels spécialisés en utilisant des renseignements organisationnels afin d'accroître la résolution des problèmes des clients dès leur premier appel et de simplifier encore plus l'expérience des clients.

Sous-programme 4.2.1 : Intégrité

Description

En se fondant sur les principes de gestion du risque, ce sous-programme supervise la gestion du Registre d'assurance sociale, qui sert d'outil de base pour l'identification, l'inscription et l'authentification des personnes pour tous les services offerts. Il renforce l'intégrité des programmes ministériels comme l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada et la Sécurité de la vieillesse en assurant la conformité des activités et des services.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
117 456 358	114 602 456	113 093 624

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
1 432	1 394	1 376

Mesure du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les paiements incorrects sont corrigés.	Économies attribuables aux dépenses de programmes (découlant du recouvrement et de l'interruption des paiements incorrects) Source : Données administratives	572 M\$ Économies de programme réalisées au titre de l'assurance-emploi : • 437 M\$ Économies de programme réalisées au titre du Régime de pensions du Canada : • 55 M\$ Économies de programme réalisées au titre de la Sécurité de la vieillesse : • 80 M\$	31 mars 2015
L'intégrité du Programme des travailleurs étrangers temporaires est protégée.	Nombre d'examen de la conformité des employeurs effectués pour le Programme des travailleurs étrangers temporaires Source : Données administratives	Année de référence	31 mars 2015

Points saillants de la planification

En 2014-2015, Service Canada s'emploiera à renforcer l'authentification de l'identité, à continuer d'améliorer les mesures d'intégrité des programmes du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

Service Canada continuera de soutenir une approche et un processus solides, sécuritaires et normalisés aux fins de l'authentification de l'identité des clients, des entreprises et de leurs représentants. De plus, Service Canada continuera de moderniser les systèmes et processus d'identité relatifs au numéro d'assurance sociale grâce à des mises à niveau des systèmes et au développement des liens avec les partenaires fédéraux et provinciaux.

Le Ministère améliorera les mesures d'intégrité des programmes en poursuivant l'automatisation des fonctions d'intégrité, en signant de nouvelles ententes d'échange de l'information et en procédant à des évaluations des risques de fraude pour ses programmes par l'entremise d'analyses prédictives. De plus, dans le cadre de la réforme du Programme des travailleurs étrangers temporaires, un régime plus strict de conformité sera mis en œuvre.

Sous-programme 4.2.2 : Traitement des prestations individuelles

Description

Ce sous-programme détermine l'admissibilité aux programmes des demandeurs et verse les paiements de prestations. Il vise également à améliorer l'automatisation des processus de versement des paiements et de prestation des services. Ce sous-programme appuie le gouvernement du Canada dans ses efforts visant à offrir des services de traitement et de paiement aux citoyens efficaces, plus efficaces et simplifiés.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
562 526 212	548 800 482	541 531 500

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
6 787	6 606	6 523

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les Canadiens reçoivent rapidement les paiements de prestations ou l'avis de non-paiement.	Pourcentage des paiements de prestations ou des avis de non-paiement remis rapidement <i>Source : Données administratives</i>	À déterminer	31 mars 2015

Points saillants de la planification

Service Canada poursuivra ses activités opérationnelles quotidiennes de versement des paiements au titre de l'assurance-emploi, de la Sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada, des subventions aux apprentis, du Programme de protection des salariés et de la subvention de Soutien du revenu fédéral pour les parents d'enfants assassinés ou disparus.

Sous-programme 4.2.3 : Traitement des services

Description

Ce sous-programme détermine l'admissibilité des demandeurs aux programmes au moyen d'une interaction directe avec les clients (transactions en personne) et délivre les produits finaux d'un service (permis, numéro d'assurance sociale). Il assure un service rapide et de qualité pour les clients admissibles.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
9 262 115	9 027 449	8 901 330

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
101	98	97

Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date de réalisation
Les Canadiens admissibles reçoivent rapidement un numéro d'assurance sociale.	Pourcentage des numéros d'assurance sociale attribués lors d'une seule visite (quand la demande est complète et comprend tous les documents requis) <small>Source : Données administratives</small>	90 %	31 mars 2015

Points saillants de la planification

En 2014-2015, Service Canada continuera de soutenir les services associés au numéro d'assurance sociale, de manière exacte et en temps opportun, dans le cadre d'interactions directes avec les clients.

Services internes

Description

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui servent à répondre aux besoins des programmes et aux autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
788 541 139	788 541 139	781 254 636	770 523 796

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
3 811	3 799	3 736

Points saillants de la planification

Poursuite de la mise en œuvre du Programme de renouvellement des services habilitants

La mise en œuvre du Programme de renouvellement des services habilitants demeure une priorité du Ministère. Ce programme pluriannuel à plusieurs volets qui transforme la manière dont les employés accèdent aux services internes en matière de ressources humaines, de gestion et de technologie de l'information, de finances, de gestion et d'acquisition des biens, et d'intégrité et de sécurité internes. Le programme vise à offrir des services internes automatisés, simples, intégrés et axés sur la clientèle de manière moins coûteuse et plus durable. Le nouveau système de gestion financière (SAP) devrait être mis en production en avril 2014, et le système de gestion des ressources humaines (PeopleSoft), vers la fin 2014-2015.

Modernisation des technologies de l'information

Emploi et Développement social Canada s'appuie dans une large mesure sur la technologie pour offrir ses services aux Canadiens. Afin de mieux servir la population, le Ministère doit régler le problème du vieillissement des technologies qu'il utilise, et beaucoup de ses applications doivent être modernisées. Le Ministère travaillera donc sur plusieurs initiatives, notamment : moderniser le portail Mon dossier Service Canada; continuer d'améliorer le versement des prestations grâce au programme d'automatisation et d'amélioration des services de l'assurance-emploi; moderniser le programme de subventions et de contributions; apporter des modifications à certains systèmes centraux et auxiliaires servant à la mise en œuvre du programme du Régime de pensions du Canada; remplacer l'ordinateur central qui supporte d'importants programmes comme l'assurance-emploi et la prestation des services de la Sécurité de la vieillesse.

Le Ministère collaborera avec Services partagés Canada, qui travaille à renouveler l'infrastructure des technologies de l'information (TI) du gouvernement du Canada pour moderniser les activités, afin d'apporter des améliorations à l'infrastructure des TI qui favoriseront la mise en œuvre de programmes et de services modernes, plus sécuritaires, moins onéreux et plus accessibles pour les Canadiens.

Le Ministère a instauré une discipline plus stricte en matière de sécurité de la gestion de l'information pour toutes ses ressources d'information ministérielles, en mettant en place un ensemble de mesures rigoureuses à prendre en cas de pertes de données.

Amélioration de la gestion de l'information et application progressive de la Directive sur la tenue de documents d'ici 2015

Comme la gestion de l'information et des documents constitue l'une de ses priorités, le Ministère normalisera son approche en matière de gestion de l'information et des documents et il renforcera ses approches concernant la confidentialité et la protection de ses précieuses ressources d'information.

Continuer à aller de l'avant avec l'engagement du Ministère en matière de gestion des renseignements personnels

Afin de veiller à la conservation et à la protection des renseignements personnels, le Ministère maintient son engagement envers la modernisation de ses politiques, ses fonctions de soutien et ses processus relatifs à la protection de la vie privée. En effet, le Plan d'action pour le renouvellement de la protection des renseignements personnels d'Emploi et Développement social Canada comprend les priorités suivantes en matière de gestion des renseignements personnels : moderniser le cadre d'échange d'information du Ministère; mettre en œuvre une nouvelle politique ministérielle sur la gestion des renseignements personnels; mettre en œuvre, examiner et surveiller, de manière continue, les plans d'action en matière de protection des renseignements personnels dirigés par les programmes; mettre en œuvre un plan d'action visant l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée; coordonner de manière horizontale les initiatives ministérielles de protection des renseignements personnels et de sécurité et établir les priorités connexes; mettre en œuvre une formation obligatoire et des activités de sensibilisation sur la protection des renseignements personnels.

Soutien fourni aux employés et gestion des changements organisationnels

En 2014-2015, le Ministère continuera de mettre en œuvre sa Stratégie de gestion efficace des personnes, une stratégie triennale intégrée qui porte sur l'amélioration des conditions de travail, assurant des milieux de travail sains et habitants, l'établissement d'un effectif productif et qualifié, la prestation de services internes qui soient modernes, efficaces et pertinents pour les clients, et la gestion du réaménagement des effectifs.

Rendement organisationnel et gestion des talents

Conformément à la l'initiative du gouvernement du Canada, le Ministère améliorera ses mesures du rendement et examinera son ensemble d'outils relatifs à la politique ministérielle de dotation.

Amélioration de la sécurité ministérielle

Le renforcement de la sécurité ministérielle demeure une priorité. Le Ministère a entrepris l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre de sécurité ministérielle visant à atténuer les principaux risques en matière de sécurité ministérielle, ainsi qu'à sensibiliser l'ensemble de son personnel à l'importance des questions de sécurité. De plus, le Ministère met en œuvre un cadre de planification intégrée de la gestion des urgences, à l'appui de sa préparation aux situations d'urgences.

Contribuer à la Stratégie fédérale de développement durable

Emploi et Développement social Canada participe à la Stratégie fédérale de développement durable de 2013-2016 et contribue au thème IV (Écologisation des opérations gouvernementales) par son programme des services internes.

Le Ministère prévoit :

- de réduire les émissions de GES provenant de ses bâtiments et parcs de véhicules de 17 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2020;
- d'atteindre un haut niveau de rendement écologique reconnu par l'industrie dans les projets et les activités du gouvernement du Canada dans le domaine immobilier;
- de prendre des mesures pour intégrer des facteurs environnementaux à ses achats, conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral;
- d'élaborer une approche visant à maintenir ou à accroître le taux d'écologisation en milieu de travail;
- de fixer des cibles selon les critères SMART pour réduire l'impact environnemental de ses services aux clients;
- de prendre des mesures supplémentaires pour améliorer la gestion de l'eau dans son portefeuille immobilier.

Vous pouvez obtenir des renseignements supplémentaires sur les activités d'Emploi et Développement social Canada en consultant le tableau de renseignements supplémentaires « Écologisation des opérations gouvernementales ».

Section III : Renseignements supplémentaires

État des résultats prospectif consolidé

L'état des résultats condensé prospectif consolidé présenté dans cette sous-section vise à donner un aperçu général des résultats d'EDSC. Les renseignements financiers prévus concernant les dépenses et les recettes sont préparés sur une base de comptabilité d'exercice pour renforcer la responsabilisation et améliorer la transparence et la gestion financière.

Comme l'état des résultats prospectif consolidé est établi sur une base de comptabilité d'exercice et les prévisions et les dépenses prévues présentées dans d'autres sections du présent rapport sont établies sur la base des dépenses, les montants diffèrent.

Un état des résultats prospectif, consolidé et non vérifié plus détaillé et des notes afférentes, comprenant un rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées, peut être trouvé sur le **site Web du Ministère**²⁰.

État des résultats condensé prospectif consolidé

Pour l'exercice se terminant le 31 mars (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats estimatifs 2013-2014	Résultats prévus 2014-2015	Variation
Total des charges	69 926 974 583	72 024 403 063	2 097 428 480
Total des revenus	22 789 479 600	23 572 422 832	782 943 232
Coût de fonctionnement net	47 137 494 983	48 451 980 231	1 314 485 248

L'augmentation de 1 314,5 millions de dollars du coût de fonctionnement net prévu pour 2014-2015 comparativement aux résultats estimatifs de 2013-2014 est principalement causée par :

- Une augmentation de 2 253,4 millions de dollars des charges de la Sécurité du revenu en raison de :
 - l'augmentation prévue de la population admissible aux prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti;
 - l'augmentation prévue des prestations mensuelles moyennes.
- Une augmentation de 897,8 millions de dollars des revenus d'assurance-emploi grâce à l'augmentation prévue des cotisations, attribuable à l'augmentation du montant maximum de la rémunération assurable, et du nombre de cotisants, liée à l'augmentation prévue de l'emploi.

Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

La version électronique des tableaux de renseignements supplémentaires qui figurent dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2014-2015* est affichée sur le **site Web du Ministère**²¹.

- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert
- Divulgaration des programmes de paiements de transfert de moins de cinq millions de dollars
- Écologisation des opérations gouvernementales
- Initiatives horizontales
- Vérifications internes et évaluations à venir au cours des trois prochains exercices

Dépenses fiscales et évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans son rapport intitulé **Dépenses fiscales et évaluations**²². Les mesures fiscales présentées dans le rapport Dépenses fiscales et évaluations relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

Section IV : Coordonnées de l'organisation

NC-SPR-PSR-CPMD-DPMG-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca

Notes de fin de document

- ¹ Publications sur le budget des dépenses du Secrétariat du Conseil du Trésor et lois de crédits, <http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp>.
- ² *Certains rapports ministériels sur le rendement 2008-2009* Ministère de l'Industrie et ministère des Transports. Rapport du Comité permanent des comptes publics, septembre 2010, <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Parl=40&Ses=3&DocId=4653561&File=0&Language=F>.
- ³ *Renforcer l'examen parlementaire des prévisions budgétaires et des crédits. Rapport du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires*, juin 2012, <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5690996&Mode=1&Parl=41&Ses=1&Language=F>.
- ⁴ Cadre pangouvernemental, <http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx>.
- ⁵ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/H-5.7/index.html>.
- ⁶ <http://www.rhdcc.gc.ca/fra/lois/index.shtml>.
- ⁷ <http://www.rhdcc.gc.ca/fra/apropos/index.shtml>.
- ⁸ Les autres coûts comprennent les coûts administratifs d'autres ministères imputés au Compte des opérations de l'assurance-emploi et au Régime de pensions du Canada, les créances douteuses de l'assurance-emploi et les recouvrements d'autres ministères.
- ⁹ <http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx>.
- ¹⁰ <http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp>.
- ¹¹ Stratégie fédérale de développement durable pour le Canada 2013-2016, <http://www.ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=A22718BA-1>.
- ¹² <http://www.rhdcc.gc.ca/fra/publications/sdd/index.shtml>.
- ¹³ Stratégie fédérale de développement durable, <http://www.ec.gc.ca/dd-sd/Default.asp?lang=Fr&n=C2844D2D-1>.
- ¹⁴ Les indicateurs contextuels sont utilisés par le Ministère pour surveiller les tendances sociales générales et orienter l'élaboration des politiques. Aucun résultat précis n'est activement visé pour les activités mesurées par cet indicateur.
- ¹⁵ *Ibid.*
- ¹⁶ *Ibid.*
- ¹⁷ *Ibid.*
- ¹⁸ <http://www.rhdcc.gc.ca/fra/retraite/sv/index.shtml>.
- ¹⁹ http://www.rhdcc.gc.ca/fra/enfant_famille/garderie/index.shtml.

²⁰ <http://www.edsc.gc.ca/fra/publications/rpp/financiers/2014.shtml>.

²¹ http://www.esdc.gc.ca/eng/publications/rpp/2014_2015/index.shtml.

²² <http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>.